

**RAPPORT INTERIMAIRE D'EXECUTION DE
LA SURVEILLANCE MULTILATERALE
POUR L'ANNEE 2006 ET PERSPECTIVES POUR 2007**

Novembre 2006

TABLE DES MATIERES

RESUME.....	3
INTRODUCTION.....	5
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	7
2. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC).....	11
2.1 SECTEUR REEL	12
2.2 PRIX	14
2.3 FINANCES PUBLIQUES	14
2.4 BALANCE DES PAIEMENTS	15
2.5 MONNAIE.....	0
2.6 PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE LA COMMUNAUTE EN 2007	17
2.7 SITUATION SOCIALE.....	18
3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE.....	19
3.1 CRITERES DE CONVERGENCE.....	20
3.2 INDICATEURS DE SURVEILLANCE MULTILATERALE.....	23
4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.....	28
5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE.....	32
ANNEXE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS MEMBRES	36
1. CAMEROUN.....	37
2. CENTRAFRIQUE	39
3. CONGO.....	42
4. GABON.....	45
5. GUINEE EQUATORIALE.....	48
6. TCHAD	51
ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES.....	54

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières	20
Tableau 2 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation	55
Tableau 3 : Evolution des prix des matières premières.....	55
Tableau 4 : CEMAC : Produit Intérieur Brut	56
Tableau 5 : CEMAC : Ressources et Emplois	57
Tableau 6 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	59
Tableau 7 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.....	60
Tableau 8 : CEMAC: Balance des paiements.....	61
Tableau 9 : CEMAC : Situation monétaire.	61
Tableau 10 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	62
Tableau 11 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	63
Tableau 12 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	64
Tableau 13 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	65
Tableau 14 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	66
Tableau 15 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	67
Tableau 16 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques.....	68
Tableau 17 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur	69
Tableau 18 : CEMAC : Ressources et Emplois	70

RESUME

En 2006, la situation économique mondiale se caractériserait par une croissance relativement forte et une inflation modérée. Sur les marchés monétaires et financiers, les conditions seraient au resserrement monétaire. Les taux d'intérêt de long terme resteraient relativement bas. Le dollar resterait quasiment stable par rapport à l'euro voire en légère baisse.

C'est dans cet environnement international relativement favorable que s'inscriraient les activités économiques et financières de la Communauté pour l'année 2006. Celle-ci connaîtrait une croissance économique modérée, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune et une amélioration du solde du compte courant, avec toutefois une accentuation des tensions inflationnistes.

En effet, selon les projections disponibles, l'an 2006 se caractériserait par la poursuite d'une croissance économique soutenue. La hausse du PIB réel se situerait autour de 3,3 %, contre 4,0 % en 2005. Dans ces conditions, le revenu réel par habitant s'apprécierait de 0,8 %. Du côté de l'offre, le développement rapide des activités des secteurs primaire et tertiaire constituerait les locomotives de la croissance économique en 2006, avec principalement le redressement des cultures vivrières et maraîchères, l'expansion continue de la téléphonie mobile dans les principales villes de la Sous-région, la densification du trafic routier et le dynamisme du commerce.

Par ailleurs, le secteur pétrolier continuerait d'exercer une forte influence sur la croissance, du fait du raffermissement de la production de pétrole brut, au Congo et au Cameroun, ainsi que de la forte hausse de la production du méthanol en Guinée Equatoriale. Cette tendance serait néanmoins tempérée par une baisse de la production au Gabon, en Guinée Equatoriale et au Tchad. En définitive, la production pétrolière enregistrerait une baisse de 3,7 % en 2006, contre une hausse de 2,3 % un an plus tôt, tandis que celle du méthanol progresserait de 10,3 %. Du côté de la demande, le principal moteur de la croissance économique en 2006 resterait la demande intérieure, tirée principalement par le dynamisme de la consommation privée et des investissements bruts. La demande extérieure nette tirerait la croissance à la baisse. Les pressions inflationnistes devraient sensiblement s'accroître, dépassant même la norme communautaire de 3%. A cet effet, la variation de l'indice des prix à la consommation des ménages se situerait à 5,2 % en 2006 en moyenne annuelle.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, progresserait, traduisant à la fois une augmentation des recettes pétrolière et non pétrolière. En effet, les recettes pétrolières enregistreraient une hausse imputable à la bonne tenue des cours de pétrole brut malgré une légère diminution de sa production. De même, la relance des activités non pétrolières conjuguées avec la poursuite des mesures visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer l'efficacité du recouvrement des différentes régies financières contribueraient à l'amélioration des recettes non pétrolières. Pour leur part, les dépenses budgétaires se renforceraient, du fait d'une hausse des dépenses en capital, en relation avec les efforts des Autorités de la Sous-région pour réorienter la structure des dépenses publiques en faveur des secteurs prioritaires.

S'agissant du compte extérieur, son solde courant deviendrait positif, reflétant le raffermissement de l'excédent commercial, en relation essentiellement avec la hausse des ventes de pétrole brut qui compenserait largement la progression des importations. Cette évolution des échanges extérieurs procéderait de l'évolution favorable des termes de l'échange attribuable d'une part, à l'augmentation des prix à l'exportation, induite par la hausse des cours du Brent ainsi que des prix de la plupart des matières premières exportées par les pays de la CEMAC, et d'autre part, à la progression moins importante des prix à l'importation, liée à la poursuite de la dépréciation du cours du dollar.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 94,7 % au 31 décembre 2006 contre 86,6 % un an plus tôt.

Ces résultats macroéconomiques favorables n'ont pas encore eu d'impact significatif sur les indicateurs socio-économiques. Sur le plan social, un premier groupe de pays s'attèle à l'évaluation de leur DSRP à travers les rapports d'étape, alors qu'un deuxième groupe a engagé la rédaction d'une version intérimaire.

Pour 2007, les performances économiques communautaires demeurent soutenues, avec un taux de croissance réelle prévu à 4,8 %, conduisant à une augmentation du revenu réel par habitant de 2,3 % pour un taux de croissance de la population de 2,5 % ; le taux d'inflation serait toujours en-deçà de la norme communautaire (+3,6 %).

Le Cameroun et le Gabon ont finalisé leur programme triennal de convergence et celui du Congo est en cours. Aussi, les autres pays sont-ils invités à leur emboîter le pas. En attendant la production de ces programmes, les résultats de la surveillance multilatérale dans la Communauté en 2006 font ressortir que trois pays (Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale) respecteraient trois critères sur quatre. Le Tchad observerait deux critères. Enfin, le Congo observerait un seul critère sur quatre, alors que le Centrafrique ne respecterait aucun critère. Les données agrégées font apparaître que la Communauté respecterait seulement deux critères sur quatre, à savoir le solde budgétaire de base et le taux d'endettement public.

La revue annuelle du FMI auprès des institutions de la CEMAC s'est déroulée à Yaoundé du 3 au 7 avril 2006 avec la participation de la Banque Mondiale. Cette mission régionale complète les consultations annuelles au titre de l'article IV, conduites avec chaque pays membre de la CEMAC. Au niveau des Etats, le **Cameroun** a accédé au point d'achèvement de l'initiative PPTTE en avril 2006. Le Programme FRPC de la **République Centrafricaine** a été approuvé en décembre 2006. Au **Congo**, la 3^{ème} revue du programme en octobre 2006 a été jugée non concluante. Pour le **Gabon**, le Conseil d'administration du FMI a examiné en juin 2006 le rapport de consultation de l'article IV au titre de l'année 2006. Le dialogue entre la **Guinée Equatoriale** et le FMI s'est intensifié. Enfin, pour le **Tchad**, la revue du programme de 2005 appuyé par la FRPC n'a pas été concluante.

En définitive, les Etats sont invités dans le cadre de leurs programmes économiques respectifs à poursuivre la transparence dans la gestion de l'économie ainsi que l'assainissement des finances publiques, et à mettre en œuvre une stratégie de diversification afin de réduire la pauvreté et de s'acheminer vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

INTRODUCTION

Le présent texte constitue le douzième rapport d'exécution de la surveillance multilatérale dans la Communauté. Il s'articule autour de l'analyse de la situation économique, financière et sociale de la Communauté et s'appuie sur celle des Etats membres au premier semestre 2006 et, sur cette base, fournit des indications prévisionnelles pour l'année 2006.

Cette analyse débouche sur l'appréciation de la convergence et de la conformité aux grandes orientations de politiques économiques et à la discipline communautaire.

S'agissant de l'état de la convergence, le rapport s'appuie sur les critères et indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale. Le Cameroun et le Gabon ont finalisé leur programme triennal de convergence (PTC), celui du Congo est en cours. Les autres pays devront emboîter le pas pour mettre à la disposition du SE/CEMAC leur projet des PTC.

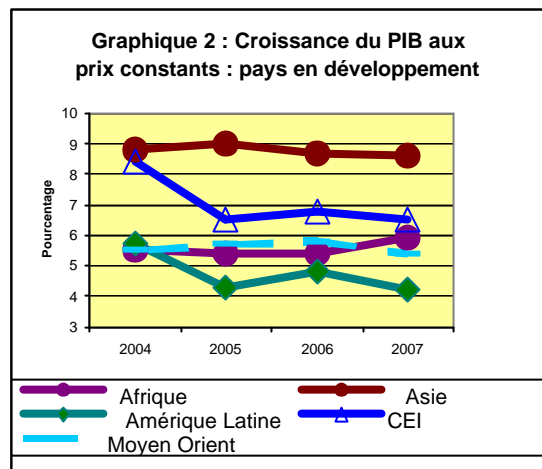
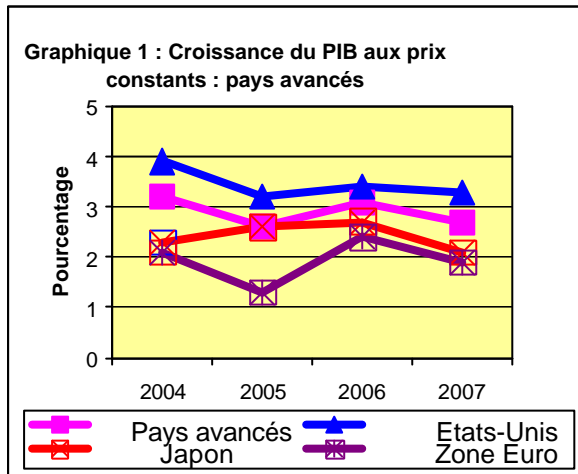
Ainsi, la première partie de ce rapport décrit les faits et événements économiques et financiers survenus au niveau de l'environnement international au cours du premier semestre, esquisse les tendances pour toute l'année 2006. La situation économique et financière de la Communauté est décrite à la deuxième partie. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque Etat au regard des critères de convergence. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale. Enfin, la dernière partie du rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques. L'annexe 1 présente la situation économique et financière de chaque Etat membre et l'annexe 2 fournit des statistiques économiques sur la Communauté et chacun des Etats membres.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

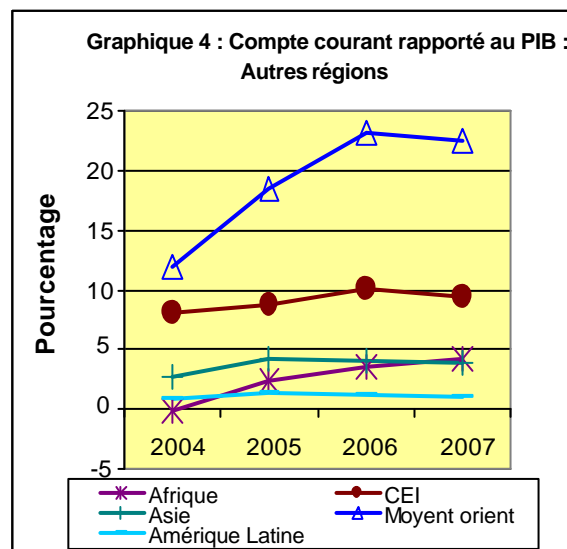
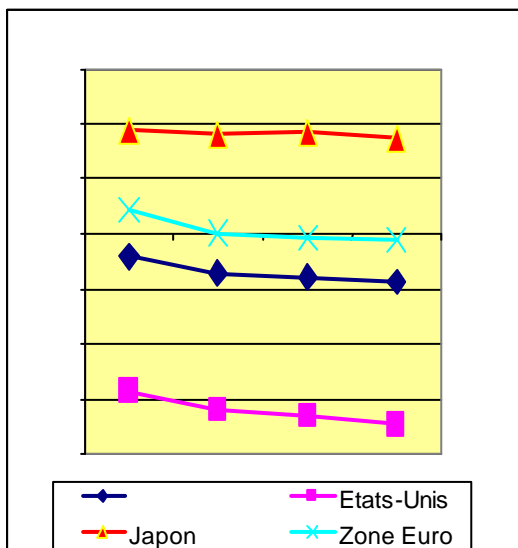
En 2006, la situation économique mondiale se caractériserait par une croissance relativement forte et une inflation modérée. Sur les marchés monétaires et financiers, les conditions seraient au resserrement monétaire. Les taux d'intérêt de long terme resteraient relativement bas. Le dollar resterait quasiment stable par rapport à l'euro voire en légère baisse.

1.1 Croissance économique

Les performances économiques mondiales de 2006 dépasseraient les prévisions. En dépit des prix élevés du pétrole, l'économie mondiale croîtrait au taux de 5,1 %, soit 0,2 point au dessus de son niveau de 2005 (4,9 %). Les prévisions de 2007 suggèrent un taux de croissance de l'économie mondiale de 4,9 %. Comme en 2005, l'année 2006 connaîtrait une diversité de performances dans la plupart des pays ou régions.



Aux **Etats-Unis**, la croissance a été particulièrement forte au premier trimestre 2006 avant de fléchir au second trimestre, en liaison avec la timidité du marché de l'immobilier et la hausse du prix du pétrole. Pour toute l'année 2006, le taux de croissance atteindrait 3,4% contre 3,2 % en 2005. L'investissement privé en relation avec la rentabilité des entreprises serait à l'origine de cette performance économique. Le déficit du compte courant des Etats-Unis (6,6% du PIB en 2006 contre 6,4 % un an plus tôt) continuerait d'augmenter, reflétant le déséquilibre global entre l'épargne et l'investissement. Les prévisions pour 2007 suggèrent une croissance relativement plus faible de 2,7 %. Le déficit du compte courant quant à lui continuerait d'augmenter pour représenter 6,9 % du PIB en 2007.



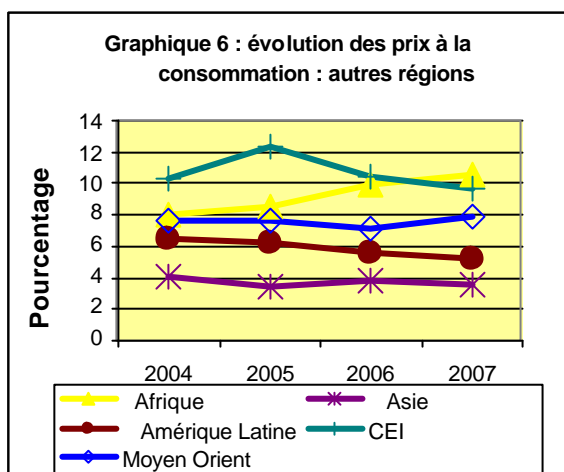
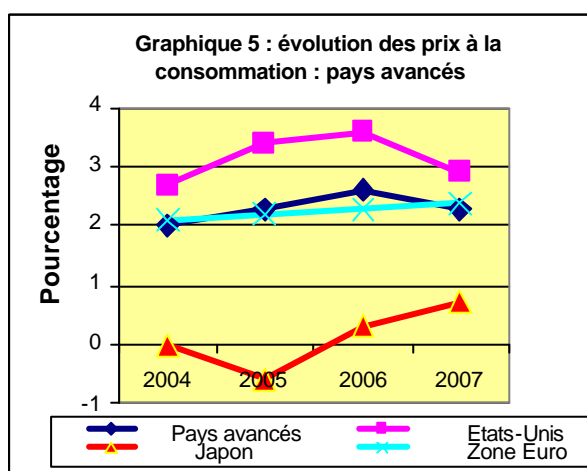
Au Japon, le taux de croissance annuel s'établirait à 2,7 % en 2006, soit 0,1 point de plus que celui d'il y a un an (2,6 %). L'activité économique profiterait de la forte demande intérieure. Les prévisions pour 2007 suggèrent un léger fléchissement de la croissance réelle à 2,1 %.

Dans la **zone Euro**, l'évolution des activités économiques se caractériserait par une reprise de sa croissance en 2006, s'établissant à 2,4 % contre 1,3 % en 2005, en liaison avec la hausse de l'investissement privé. En revanche, l'an 2007 connaîtrait un ralentissement de la croissance à 2 %, reflétant l'augmentation de la taxation en Allemagne.

Dans les **pays émergents et en voie de développement**, la croissance économique resterait robuste à 7,3 % en 2006 contre 7,4 % en 2005, soutenue notamment par le développement de l'activité en Chine (10,0 %) et en Russie (6,5 %). L'Afrique subsaharienne réaliserait un taux de croissance de 5,2 % soit 0,6 point en dessous de son niveau de 2005. La croissance reprendrait en Amérique Latine avec un taux qui s'établirait à 4,8 % en 2006 contre 4,3 % un an auparavant.

1.2 Evolution des prix à la consommation

En 2006, l'évolution des prix à la consommation dans les différents blocs de pays indiquerait une faible poussée d'inflation dans les économies avancées, et une certaine stabilité dans les autres pays.



En effet, dans les **économies avancées**, l'inflation atteindrait 2,6 % en 2006 alors qu'elle était à 2,3 % en 2005, en liaison plus particulièrement avec l'augmentation du coût du travail aux Etats-Unis, et dans toutes les économies du fait de l'impact de la vive hausse du prix du pétrole. La Zone euro connaîtrait une quasi-stabilité du taux d'inflation à 2,3 % contre 2,2 % en 2005, alors que le Japon sortirait de la déflation de 2005 (-0,6 %) pour un taux d'inflation de 0,3 % en 2006.

Dans les **autres économies**, l'on assisterait à des fortes tensions inflationnistes en Afrique subsaharienne (11,7 % en 2006 contre 10,7 % en 2005) en relation avec les effets induits de la hausse des prix du pétrole, notamment dans les pays importateurs, alors que les autres régions connaîtraient une stabilité ou une baisse de tensions inflationnistes.

1.3 Conditions monétaires et financières

Sur les marchés monétaires et financiers, les conditions seraient au resserrement monétaire. En effet, le taux d'intérêt des fonds fédéraux suivis par la Réserve Fédérale des Etats-Unis, dont la dernière hausse à 5,25% remonte à juillet 2006, augmenterait encore légèrement. La Banque Centrale Européenne poursuivrait sa politique de resserrement monétaire, et la Banque du Japon qui a mis fin à sa politique de taux zéro poursuivrait en 2007 sa politique

de normalisation monétaire en liaison avec la fin de la déflation. Le dollar se déprécierait par rapport à l'euro et dans une certaine mesure par rapport au yen.

Dans la plupart des pays, les taux d'intérêt de long terme resteraient relativement bas, notamment lorsqu'on les compare aux taux d'inflation. Les marchés financiers sont globalement soutenus par les profits élevés des entreprises. Les conditions financières des marchés émergents sont très favorables, en partie en relation avec l'amélioration des fondamentaux économiques et la présence croissante des investisseurs à long terme qui recherchent les entreprises les plus profitables. Les taux d'intérêt réels restent en dessous de leurs moyennes historiques, les raisons à cela étant multiples : les politiques monétaires sont favorables dans de nombreux pays et régions, la Réserve Fédérale américaine a poursuivi sa politique de resserrement très graduel, enfin l'excédent d'épargne des pays d'Asie, de l'Opep et de la Russie continue à se recycler dans les titres publics à long terme des pays avancés, particulièrement des Etats Unis. L'excès d'épargne des pays émergents, notamment d'Asie, en provoquant une abondance de l'épargne mondiale, a tiré vers le bas les taux d'intérêt mondiaux, contribuant ainsi à financer la désépargne publique des pays avancés et permettant la poursuite de la croissance du marché immobilier et de la consommation privée, en particulier aux Etats Unis.

1.4 Evolution des prix des matières premières

Au cours de l'année 2006, les prix des matières premières évolueraient globalement à la hausse sur les marchés internationaux. Les hausses les plus significatives pour la sous-région CEMAC concerneraient le caoutchouc (47,1 %), l'huile de palme (26,6 %), l'huile d'arachide (21,1 %), le pétrole (20,9 %). Il faut noter également le léger redressement du prix du coton de 3,6 %, contre une baisse de 11,3 % en 2005. En ce qui concerne le pétrole, les augmentations des six premiers mois de 2006, liées notamment à la vigueur de l'activité économique et aux tensions géopolitiques (Iran, Nigeria, Irak, etc.) seraient tempérées par la découverte des nouveaux gisements aux Etats-Unis et la mise en activité de nouveaux forages dans plusieurs pays producteurs. Pour 2007, les prévisions indiquent une baisse de cours d'un certain nombre de matières premières, notamment le café robusta (-8,4 %), le caoutchouc (-5,0 %) et le pétrole (-2,0 %). Le coton et cacao resteraient dans la tendance haussière avec des taux d'accroissement respectifs de leur prix de 3,5 % et 3,2 %.

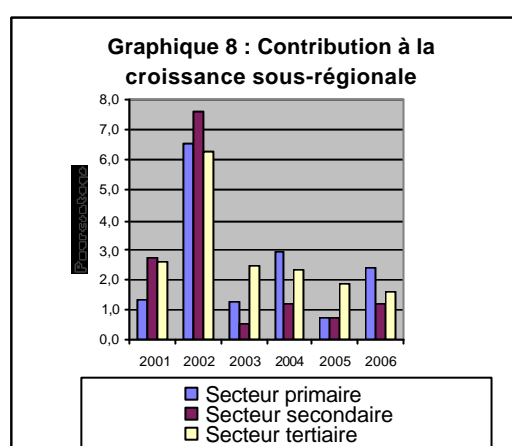
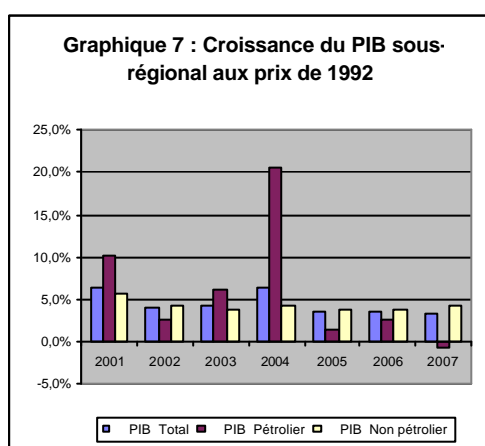
2. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)

Selon les projections disponibles dans les Etats membres, les évolutions macroéconomiques pour l'année 2006 dans la Communauté resteraient globalement favorables et seraient caractérisées par une croissance économique relativement soutenue, la consolidation des finances publiques, une amélioration du compte extérieur courant, un raffermissement de la situation monétaire et la reprise des tensions inflationnistes.

2.1 Secteur réel

En 2006, la croissance économique s'inscrirait en hausse de 3,3 % contre 4,0 % l'année précédente, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 0,8 %. Le taux de croissance réel du secteur pétrolier ressortirait négatif à - 3,0 % en 2006 contre 3,5 % en 2005, tandis que celui du secteur non pétrolier se stabiliserait à 4,4 % comme en 2005. Cette croissance s'observerait dans la plupart des Etats membres de la Communauté : + 3,5 % au Cameroun, + 3,3 % en Centrafrique, + 6,1 % au Congo, + 1,0 % au Gabon, + 5,5 % en Guinée Equatoriale, et + 1,6 % au Tchad.

Du côté de l'offre, la croissance serait soutenue tant par le secteur non pétrolier (3,7 points) alors que l'apport du secteur pétrolier serait négatif.



Dans le secteur primaire, la branche de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche fournirait 0,5 point à la croissance, sous l'effet principalement du redressement des cultures vivrières et maraîchères, lié à un retour à de bonnes conditions climatiques et la réouverture de la plupart des voies de communication. Par ailleurs, cette branche d'activité bénéficierait de l'appui des bailleurs de fonds dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire, dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration nutritionnelle des populations, ainsi que des conditions de transformation et de conservation des produits agricoles et d'élevage, en particulier au Cameroun.

La branche « sylviculture » apporterait 0,2 point à la croissance, en liaison avec la limitation effective des exportations de grumes dans certains pays de la Communauté. Néanmoins, la production de bois tropicaux augmenterait au Cameroun, en Centrafrique et au Congo (cf Annexe 2, tableau 6 bis).

Pour sa part, le pétrole contribuerait négativement à hauteur de 0,5 point à la croissance. Cette dégradation s'expliquerait essentiellement par la baisse de 3,7 % de la production de pétrole brut qui se situerait à 54,7 millions de tonnes pour l'ensemble des pays producteurs de la CEMAC. Cette baisse serait enregistrée en Guinée Equatoriale, qui demeure le premier pays producteur dans la Communauté (17,1 millions de tonnes en 2006 contre 17,9 millions l'année précédente), suivie du Gabon (11,9 millions de tonnes en 2006 contre 13,3 millions en 2005) et du Tchad dont la production reviendrait à 7,9 millions de tonnes en 2006 contre 8,7 millions de tonnes en 2005. En revanche, les productions pétrolières au Congo et au Cameroun croîtraient, pour s'établir à 13,3 millions de tonnes et 4,4 millions de tonnes

respectivement. La production de méthanol en Guinée Equatoriale atteindrait 1 644 400 tonnes en 2006 contre 1 490 200 en 2005, grâce à la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de l'usine de Punta Europa. Par ailleurs, l'industrie minière contribuerait positivement à la croissance, traduisant le développement des activités diamantifères en République Centrafricaine, avec la signature d'une convention avec la société sud africaine De Beers, les perspectives d'une large ouverture du secteur à tous les opérateurs centrafricains, la réorganisation des coopératives Minières Centrafricaines, la révision et la promulgation du nouveau code minier.

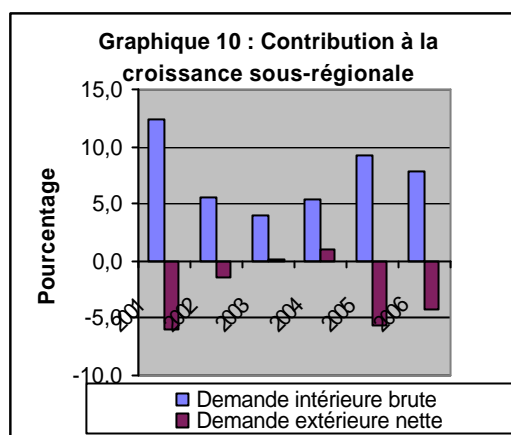
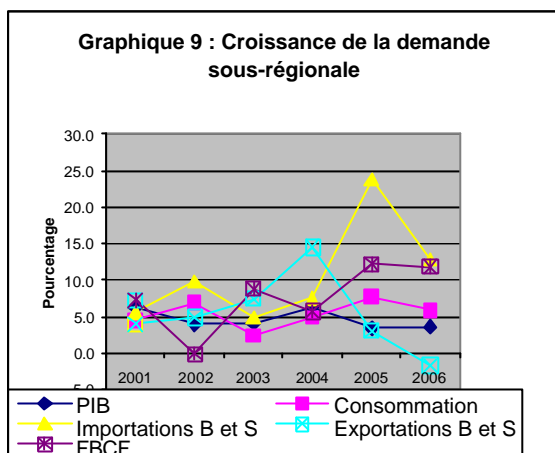
Au niveau du secteur secondaire, les industries manufacturières soutiendraient la croissance à hauteur de 0,3 point, grâce à la fermeté de la demande intérieure, à la normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique, au renforcement de la trésorerie des entreprises du fait du remboursement des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon, à l'extension des capacités de production des unités industrielles en particulier dans la filière bois et à la vigueur des activités dans les branches de l'alimentaire, de la cimenterie et de la métallurgie, notamment au Cameroun et au Gabon.

Le concours des bâtiments et travaux publics (BTP) à la croissance serait de 0,6 point. Cette tendance s'expliquerait par la consolidation des grands travaux de l'Etat provoquée par la progression des financements extérieurs, notamment en République Centrafricaine et au Tchad. De plus, cette branche bénéficierait de la poursuite des travaux de construction et des infrastructures routières, notamment au Cameroun et au Gabon, ainsi que du rééquipement des unités industrielles et du dynamisme de la construction de logements privés.

Dans le secteur tertiaire, les activités commerciales, touristiques et de transports contribueraient à la croissance à hauteur de 1,3 point, en liaison avec notamment l'expansion continue de la téléphonie mobile, la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de communication (informatique et Internet). Enfin, les services non marchands soutiendraient la croissance à hauteur 0,5 point, en rapport avec les salaires versés dans la fonction publique, liés aux recrutements intervenus en particulier dans les secteurs prioritaires dans la plupart des Etats membres.

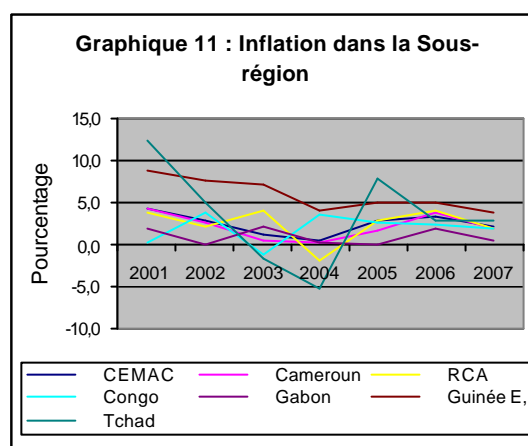
Cette évolution en terme de croissance reste insuffisante pour enclencher une dynamique de la diversification des structures productives en faveur du secteur non pétrolier qui restent largement dominées par le secteur pétrolier dans la plupart des pays pétroliers de la CEMAC (cf. répartition sectorielle du PIB en annexe).

S'agissant de la demande, la croissance économique proviendrait essentiellement de la demande intérieure avec une participation de 10,6 points, stimulée par la consommation privée, soutenue notamment par les recrutements dans les secteurs prioritaires de la plupart des Etats membres et les investissements bruts. En revanche, la demande extérieure nette contribuerait négativement à la croissance (-7,3 points), compte tenu d'une participation négative de 0,9 point des exportations de biens et services et de 6,4 points des importations des biens et services.



2.2 Prix

L'inflation pourrait repartir à la hausse en 2006, dépassant même le seuil communautaire fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale. Le taux d'inflation mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation finale des ménages s'établirait à 5,2 % en 2006 contre 2,9 % en 2005. Cette aggravation des pressions inflationnistes serait induite principalement par la hausse de certaines taxes sur les biens et services et par le relèvement des prix des produits pétroliers à la pompe, dans le sillage des cours mondiaux du pétrole brut.



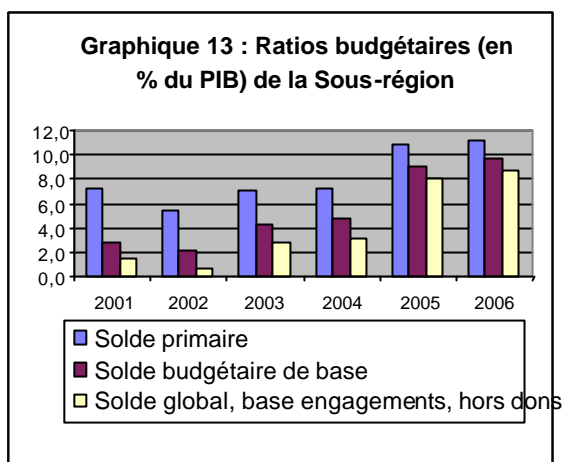
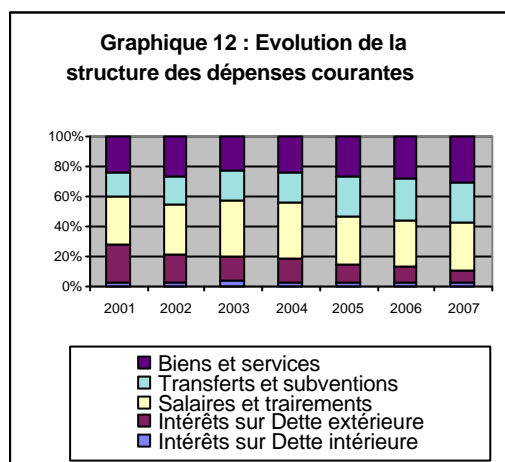
2.3 Finances publiques

Le principal objectif de la politique budgétaire en 2006 visé par les Etats membres était la consolidation de l'assainissement de leurs finances publiques à travers une mobilisation plus forte des recettes non pétrolières et le maintien de la discipline budgétaire.

En effet, les recettes budgétaires totales s'inscriraient en hausse de 33,9 % en 2006 pour s'établir à 8075,4 milliards en 2006 (29,5 % du PIB) contre 6 030,4 milliards (24,9 % du PIB) en 2005. L'effet de la hausse des cours du pétrole sur les recettes pétrolières compenserait l'impact de la diminution de la production pendant la période sous revue. L'accroissement des recettes non pétrolières s'appuierait à la fois sur des mesures administratives et discrétionnaires telle que l'installation du système informatique SYDONIA dans la plupart des douanes des Etats membres. En effet, les recettes non pétrolières atteindraient 2 385,8 milliards en 2006 contre 2 166,0 milliards l'année précédente grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun, et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières de plusieurs Etats membres.

Pour leur part, les dépenses budgétaires totales s'établiraient à 5 106,6 milliards en 2006, en augmentation de 25,2 %, soit 18,7 % du PIB contre 4 078,8 milliards (16,9 % du PIB) un an plus tôt. Cette évolution découlerait essentiellement d'un accroissement de 52,5 % des dépenses en capital, en liaison avec la poursuite des efforts de mobilisation des ressources extérieures destinées à financer les projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté dans la plupart des Etats membres. De leur côté, les dépenses courantes croîtraient modérément (+13,8 %), en relation avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté, la baisse des intérêts de la dette et la hausse modérée des transferts et subventions.

L'excédent budgétaire primaire atteindrait 3591,1 milliards, équivalent à 13,1 % du PIB en 2006 contre 2621,0 milliards (10,8 % du PIB) une année plus tôt, le solde budgétaire de base, s'établissant à 11,7 % du PIB en 2006 contre 9,0 % du PIB en 2005. Corrigé des appuis budgétaires, l'excédent a représenté 20,0 % du PIB contre 9,3 % en 2005. Cette évolution s'explique essentiellement par la confiance qui renaît peu à peu chez les partenaires au développement par rapport à la Centrafrique où le déficit corrigé des appuis budgétaires de 1,0 % en 2005 devient excédentaire de 1,1 % en 2006.



En conséquence, la gestion des finances publiques dégagerait un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 2968,8 milliards (+10,9 % du PIB) en 2006 contre 1 951,6 milliards (+8,1 % du PIB) en 2005.

En y intégrant les paiements à hauteur de 322,2 milliards des arriérés intérieurs et extérieurs, de 2 809,4 milliards de l'amortissement de la dette extérieure et de 2745,1 milliards du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire, le besoin de financement global des Etats, qui s'élèverait à 2 908,0 milliards, serait entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs à concurrence de 2 382,7 milliards au titre des dons, de 141,8 milliards d'emprunts et de 383,5 milliards d'allègements de la dette extérieure.

2.4 Balance des paiements

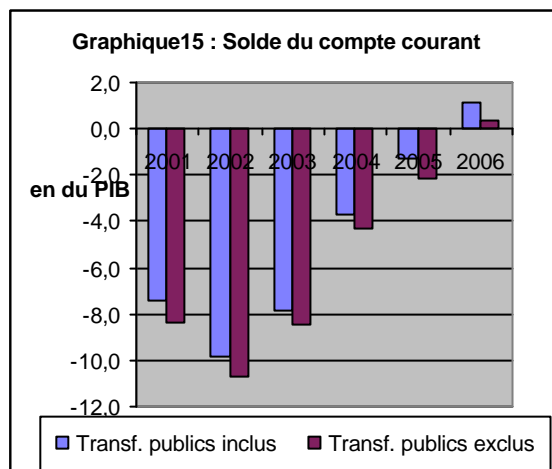
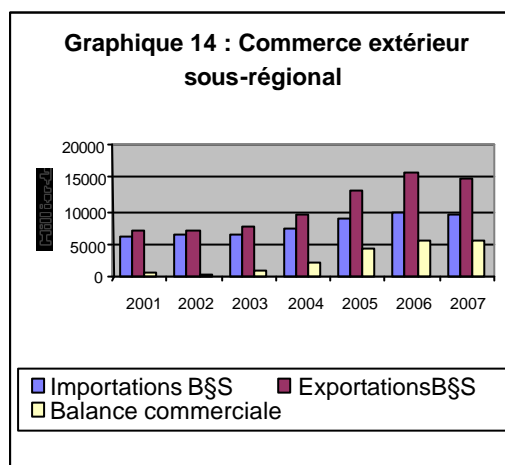
Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le solde des transactions courantes (hors dons) des Etats membres, s'est amélioré, atteignant 414,8 milliards en 2006 (1,5 % du PIB), contre 151,5 milliards (+0,6 % du PIB). Cette évolution procéderait principalement d'une progression de l'excédent commercial qui se situerait à 8 899,0 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 19,4 %.

En effet, l'excédent de la balance commerciale atteindrait 8 899,0 milliards en 2006 contre 7 766,0 milliards l'année précédente, expliqué par la bonne tenue des prix à l'exportation. De surcroît, la faible évolution de l'inflation dans les pays avancés entraînerait une hausse modérée des prix des importations. Dans ce contexte, les exportations s'établiraient à 14 575,0 milliards en 2006, en progression de 17,5 % par rapport aux réalisations de 2005, en relation notamment avec la hausse des ventes de pétrole brut, de cacao, de café, d'aluminium, de banane, de caoutchouc naturel, de diamant, de manganèse et de méthanol, consécutive à la progression des quantités exportées (sauf pour le pétrole brut) et à la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. Les importations, quant à elles, enregistreraient une hausse de 22,3 %, pour se fixer à 5 676,0 milliards, sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers et des acquisitions de biens d'équipement dans le cadre des investissements tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier.

La progression du déficit du solde de la balance des services (13,4 %) serait imputable aux gains d'activité dans les branches de l'exploitation forestière, des transports et des télécommunications ainsi qu'aux investissements du secteur pétrolier, dans les domaines de la recherche et du développement, notamment au Congo. Le déficit de la balance des revenus s'alourdirait, se situant à 4 785 milliards en 2006, compte tenu principalement de la hausse des revenus des investissements privés. Quant au solde excédentaire des transferts sans contrepartie, il atteindrait 149,3 milliards en 2006 contre 150,9 milliards un an plus tôt.

Pour ce qui est du compte de capital et d'opérations financières, son excédent s'améliorerait à 842,9 milliards en 2006 contre 512,9 milliards un an plus tôt.

En définitive, le solde de la balance des paiements consolidée dégagerait un excédent de 1 367,3 milliards (6,0 % du PIB) en 2006 contre 1 030,9 milliards une année auparavant (4,6 % du PIB).



En tenant compte d'une reconstitution des réserves officielles de change de 1 715,7 milliards et du paiement d'arriérés extérieurs de 35,1 milliards, le besoin de financement extérieur se situerait à 383,5 milliards et serait entièrement couvert par le réaménagement de la dette extérieure.

S'agissant de l'endettement extérieur, la situation des finances publiques se traduirait par une augmentation du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires qui atteindrait 38,9 % en 2006 contre à 19,6 % en 2005. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services et celui de l'encours de la dette sur le PIB s'amélioreraient pour se situer respectivement à 20,5 % et 27,6 % en 2006, contre 9,0 % et 42,3 % en 2005.

2.5 Monnaie

Au 31 décembre 2006, la situation monétaire dans les Etats membres de la Communauté serait caractérisée par une consolidation des avoirs extérieurs nets, une diminution des créances nettes sur les Etats et une hausse des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire (cf Annexe 2, tableau 11).

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire s'établiraient à 4 900,1 milliards à fin décembre 2006 contre 3 067,5 milliards à fin décembre 2005, en augmentation de 59,7 %. Ce raffermissement des avoirs extérieurs nets résulterait notamment de l'impact positif sur les recettes d'exportation, de la bonne tenue des cours du pétrole et du bois. En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire atteindrait 94,7 % au 31 décembre 2006 contre 86,6 % au 31 décembre 2005.

Les créances nettes sur l'Etat, créditrices, reculeraient de 180,4 %, pour se fixer à -1 935,6 milliards à fin décembre 2006, traduisant l'amélioration sensible de la trésorerie publique dans certains Etats.

Quant aux crédits à l'économie, en augmentation de 9,3 %, ils atteindraient 1 974,2 milliards au 31 décembre 2006 contre 1 805,4 milliards un an plus tôt, en liaison avec le niveau soutenu de l'activité économique dans presque tous les pays membres.

Traduisant toutes ces évolutions, la masse monétaire progresserait de 19,4 %, pour se fixer à 4 110,6 milliards au 31 décembre 2006 contre 3 442,8 milliards au 31 décembre 2005.

En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire s'établirait à 94,7 % contre 86,6 % en 2005.

2.6 Perspectives économiques de la communauté en 2007

Pour l'année 2007, les projections macroéconomiques s'annoncent globalement favorables, avec une croissance économique soutenue, bien qu'en recul par rapport à 2006, la maîtrise des tensions inflationnistes, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, la dégradation du solde extérieur courant et une couverture extérieure satisfaisante de la monnaie.

Ainsi, les prévisions pour 2007 laissent entrevoir un raffermissement de la croissance économique dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle attendu de 4,8 %, entraînant une augmentation du revenu réel par habitant de 2,3 % pour un taux de croissance démographique de 2,5 %. Les tensions inflationnistes resteraient élevées, avec un taux d'inflation d'environ 3,6 % en moyenne annuelle durant l'année 2007.

Du côté de l'offre, le développement rapide des activités du secteur tertiaire constituerait la locomotive de la croissance économique en 2007, avec principalement l'expansion continue de la téléphonie mobile dans les principales villes de la Sous-région, la densification du trafic routier, et le dynamisme du commerce. Par ailleurs, le secteur pétrolier continuerait d'exercer une influence significative sur la croissance, du fait du raffermissement de la production au Congo et au Cameroun. Cette tendance serait néanmoins tempérée par la baisse persistante de la production au Gabon, en Guinée Equatoriale et au Tchad. En définitive, la production pétrolière enregistrerait une baisse de 1,6 % en 2007. S'agissant de la demande, le principal moteur de la croissance demeurerait la demande intérieure nette, en liaison avec la bonne tenue de la consommation globale et des investissements bruts.

L'évolution de l'inflation s'expliquerait notamment par la mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires prudentes, la résorption de la crise énergétique au Cameroun et au Tchad et le retour progressif de la sécurité et l'amélioration du trafic fluvial et routier en Centrafrique et au Congo.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, progresserait, traduisant principalement une augmentation des recettes non pétrolières, induite par la relance des activités conjuguées avec la poursuite des mesures visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer l'efficacité du recouvrement des différentes régies financières. De même, les recettes pétrolières enregistreraient une hausse imputable à la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole malgré la baisse prévue de sa production. Pour leur part, les dépenses budgétaires se renforceraient, du fait d'une hausse des dépenses en capital, en relation avec les efforts des Autorités de la Sous-région pour réorienter la structure des dépenses publiques en faveur des secteurs prioritaires (santé, éducation, infrastructures de base, etc).

Enfin, le solde du compte extérieur courant, hors dons, excédentaire en 2006, deviendrait déficitaire en 2007, pour atteindre -3,4 % du PIB en 2007 contre 0,5 % du PIB en 2006.

Les perspectives monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2007, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 87,9 % contre 92,0 % en 2006. Les crédits à l'économie progresseraient de 32,2 %. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 10,0 %.

2.7 Situation sociale

Les résultats macroéconomiques favorables n'ont pas encore eu d'impacts significatifs sur les indicateurs socio-économiques. Sur le plan social, un premier groupe de pays s'attèle à l'évaluation de leur DSRP à travers les rapports d'étape, alors qu'un deuxième groupe a engagé la rédaction d'une version intérimaire.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté met particulièrement l'accent sur les stratégies sectorielles notamment de l'éducation et de la santé.

S'agissant de l'éducation, les actions en cours de réalisation ou retenues par les Etats membres concernent principalement l'amélioration de la couverture du système éducatif, la mise à jour de la carte scolaire, le soutien à l'éducation de base, la construction et l'équipement des salles de classe dans des établissements primaires et secondaires. En outre, des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les taux de scolarisation bruts et la réduction des disparités entre garçons et filles; toutefois, les taux de redoublement et d'abandon scolaire demeurent élevés.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé à (i) réduire le prix des moustiquaires imprégnées; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination.

En ce qui concerne l'emploi, la politique des Etats consiste à développer les secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que ceux du bois, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, de l'habitat, des mines et du tourisme.

Par ailleurs, dans leurs différentes stratégies de réduction de la pauvreté, les Etats membres mettent un accent particulier sur la prise en charge des personnes vulnérables notamment les indigents, les orphelins, les handicapés, les filles-mères, les enfants en situations difficiles et les personnes du troisième âge.

Enfin, pour permettre de faire le diagnostic de la situation sociale ou de mettre à jour les données y relatives, certains Etats (Cameroun, RCA, Gabon et Tchad) ont réalisé des enquêtes auprès des ménages : enquêtes sur les conditions de vie des ménages et enquêtes démographiques et de santé.

3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE

3.1 Critères de convergence

Les critères de convergence dans la CEMAC dont le non-respect entraîne des sanctions à l'encontre des Etats membres sont au nombre de quatre. Il s'agit :

- du solde budgétaire de base rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) qui doit être positif ou nul ;
- du taux d'inflation annuel qui doit être inférieur à 3 % ;
- du taux d'endettement public (intérieur et extérieur) qui doit être inférieur ou égal à 70 % du PIB ;
- de la non-accumulation par l'Etat d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante.

Les programmes triennaux de convergence¹ glissant ne sont toujours pas disponibles au niveau de certains Etats membres, et ceci rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif.

Sur la base des données disponibles au 30 juin 2006 et selon une analyse en fonction des critères de convergence, le solde budgétaire de base projeté au 31 décembre 2006, dégagerait, au niveau global de la Communauté, un excédent de 11,7 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Dans les Etats pris individuellement, seul, un pays (République Centrafricaine) n'observerait pas ce critère, avec un résultat négatif (- 1,5 % du PIB).

Toutefois, pour tenir compte de la volatilité des prix du pétrole sur les marchés internationaux, un solde budgétaire de base structurel, fondé sur le lissage sur les cinq dernières années² des recettes pétrolières réalisées par chaque Etat pétrolier (n'étant qu'à sa deuxième année de production de pétrole, le Tchad n'est pas concerné) a été déterminé afin de réduire l'impact des chocs conjoncturels sur les performances budgétaires des Etats de la CEMAC. Dans cette optique, le solde budgétaire de base resterait toujours excédentaire, quoique relativement faible, pour ces pays et pour la Communauté dans son ensemble. Ainsi, le classement par ce critère ne serait pas différent de celui ci-dessus, à la seule différence que les ratios sont relativement moins importants. Le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad respecteraient ce critère avec des ratios respectifs de 1,3 %, 5,1%, 7,6 %, 9,0 % et 1,0 %. Le Centrafrique n'ayant pas de recettes pétrolières, ce critère serait le même que celui ci-dessus pour ce pays.

Tableau 1 : Couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières

	2002	2003	2004	2005	2006
CEMAC	0.8	0.9	0.9	0.8	0.8
Cameroun	1.2	1.3	1.1	1.2	1.1
RCA	1.1	0.8	0.7	0.7	1.1
CONGO	0.4	0.5	0.6	0.5	0.6
Gabon	0.6	0.7	0.7	0.6	0.8
G, Equatoriale	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4
Tchad	0.8	0.9	0.9	0.7	0.6
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	1	1	1	2

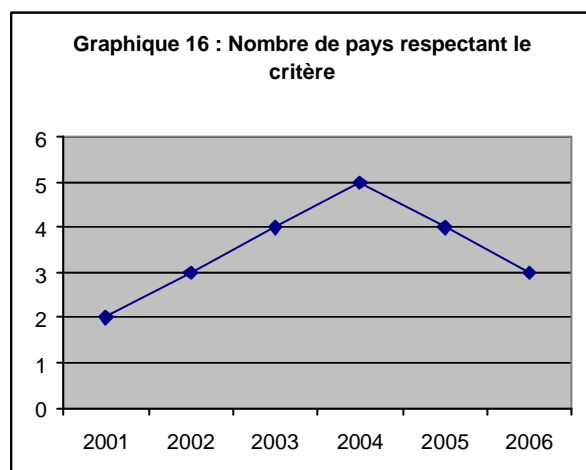
¹ Le Cameroun et le Gabon ont finalisé leur programme triennal de convergence, celui du Congo est en cours.

² La méthode de lissage consiste à adopter comme recettes pétrolières de l'année, la moyenne des recettes pétrolières des cinq dernières années, lesquelles intègrent la moyenne sur cinq ans des prix du baril de pétrole brut, des quantités produites et des cours du dollar.

En ce qui concerne l'indicateur de couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières, indicateur complémentaire retenu par les ministres de la Zone Franc pour la soutenabilité des dépenses, il se dégage qu'au Cameroun où le secteur non pétrolier est relativement important, les recettes fiscales non pétrolières couvrent bien les dépenses courantes hors intérêt, avec toutefois une dégradation de ce indicateur en fin de période. Le Gabon est resté stable et plus proche d'assurer la couverture de ses dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières depuis 2003, la RCA fait des efforts plus ou moins soutenus, alors que la situation se dégrade au Tchad à partir de 2004. Le Congo et la Guinée Equatoriale ont encore un déficit relativement élevé. Au niveau agrégé, ce critère n'a pas été observé par la Communauté sur toute la période retenue.

Pour la première fois depuis le fonctionnement du dispositif de la surveillance multilatérale entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001, la Communauté ne respecterait pas le plafond fixé pour le critère relatif au taux d'inflation dont le niveau atteindrait 5,2 % en 2006. Aucun pays membre de la CEMAC ne respecterait ce critère relatif au taux d'inflation, avec des niveaux élevés ; le Cameroun (4,8 %), le Centrafrique (6,6 %), le Congo (5,5), le Gabon (3,9), la Guinée Equatoriale (5,0 %) et le Tchad (8,1 %).

Le critère de l'inflation est celui dont le respect a été difficile depuis 2001 comme l'indique le graphique 12. Alors que les Etats progressaient de manière satisfaisante jusqu'en 2004, l'on observe une dégradation en 2005 et 2006. Sur la période retenue, la Guinée Equatoriale n'a pas respecté une seule fois le critère, le Tchad l'a respecté une fois, la RCA et le Congo l'ont observé trois fois, le Cameroun quatre fois, et seul le Gabon l'a respecté cinq fois.



Le critère d'inflation est très sensible aux fréquents chocs exogènes dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. C'est ainsi que le Comité de convergence, à la demande des Ministres des finances de la Zone franc, a retenu l'inflation sous-jacente comme indicateur complémentaire permettant de mieux analyser les performances des Etats en la matière.

De plus, selon les séries compilées par AFRISTAT, le critère d'inflation sous-jacente (mesuré par l'indice des prix hors produits alimentaires) dans les Etats membres de la CEMAC ne sera respecté que par le Gabon (1,3%), la Guinée équatoriale (1,5%) et le Tchad (1,8%). Le taux d'inflation sous-jacente communautaire serait autour de 3,3%³.

S'agissant du ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal, seul le Congo ne respecterait pas ce critère avec un encours de la dette intérieure et extérieure représentant 99,8 % du PIB.

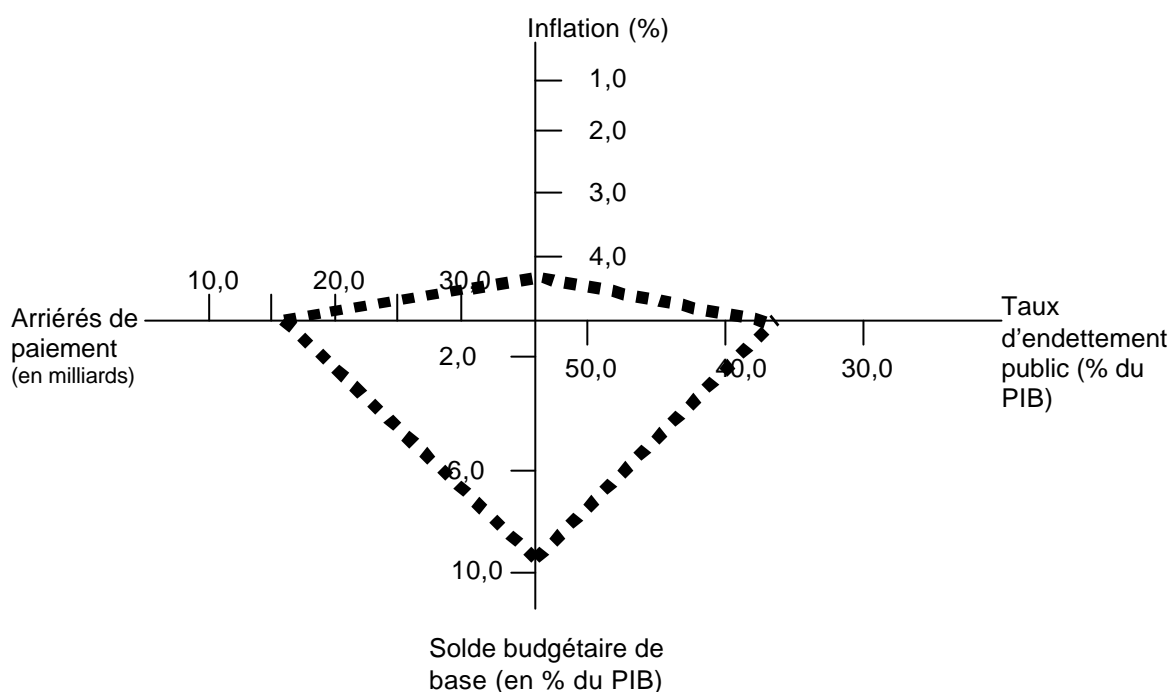
Enfin, pour le critère relatif à la non accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs pendant la gestion courante, les chiffres disponibles pour 2006 laisseraient apparaître que le

³ Les données disponibles à AFRISTAT concernant la Guinée Equatoriales s'arrêtent à août 2006. A fin août cet indicateur s'était établi à 1,3% pour ce pays.

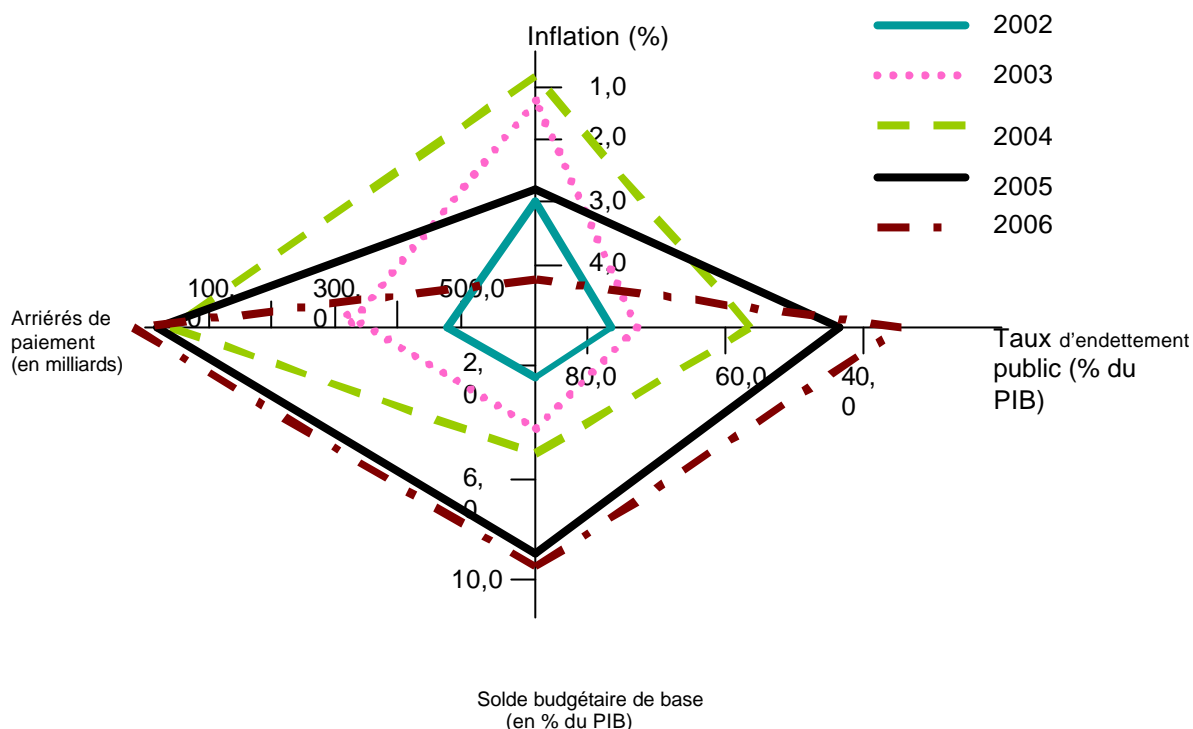
Centrafrique et le Congo accumuleraient des arriérés de paiements extérieurs et intérieurs respectivement de 18,9 milliards et 6,3 milliards, les autres pays n'ayant pas fourni les informations sur ce critère. Quant à la situation des arriérés intérieurs des Etats, aucune évaluation n'a été faite jusqu'à présent.

Selon une analyse en fonction des pays ayant respectés les critères, trois pays (le Cameroun, le Gabon, et la Guinée Equatoriale) observeraient trois critères sur quatre ; ils ne respecteraient pas le critère relatif au taux d'inflation. Le Tchad observerait deux critères sur quatre à savoir le solde budgétaire de base et le taux d'endettement public. Enfin, le Congo respecterait un seul critère à savoir le solde budgétaire de base alors que la RCA ne respecterait aucun critère.

Graphique 17 : Carré magique de la Surveillances multilatérale 2006



Graphique 18 : Carré magique de la Surveillances multilatérale 2002-2006



3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs (tableau 10 de l'annexe 6.3.) sont examinés, à savoir le taux de couverture extérieure de la monnaie, le solde budgétaire primaire, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et le déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, représenterait 13,1 % du PIB à fin décembre 2006.

Pour sa part, le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2006 atteindrait 94,7 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %.

Quant au taux de pression fiscale non pétrolière, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 28,8 % du PIB est faible au regard des normes fixées au niveau de la sous-région. Cette faiblesse résulte des contre-performances de la RCA (7,9 %), du Tchad (16,0 %) et du Cameroun (18,1 %), imputable notamment aux difficultés de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale pour la plupart de ces pays.

S'agissant du critère relatif à la variation comparée de la masse salariale et des recettes budgétaires totales, la Communauté enregistrait une évolution moins rapide des salaires versés par rapport aux recettes totales, en liaison avec la forte amélioration des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue du secteur pétrolier.

Enfin, concernant le déficit du compte courant, le déficit communautaire ferait place à un excédent et représenterait 1,5 % du PIB en 2006, en rapport avec l'excédent que réaliseraient le Congo (+9,0 % du PIB) et le Gabon (+17,3 % du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC atteindraient : 1,9 % du PIB au Cameroun, 6,7 % du PIB en République Centrafricaine, 4,6 % du PIB en Guinée Equatoriale et 10,5 % du PIB au Tchad.

Tableau 2.: Evolution des critères de convergence 2002-2006

Libellés	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux d'inflation (en % ; critère : = 3)					
CEMAC	3,0	1,3	0,6	2,9	5,2
Cameroun	2,8	0,6	0,3	1,9	4,8
République Centrafricaine	2,3	4,2	-2,1	2,9	6,6
Congo	3,8	-1,3	3,6	2,8	5,5
Gabon	0,2	2,3	0,4	-0,2	3,9
Guinée Equatoriale	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	5,2	-1,8	-5,3	7,9	8,1
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	3	4	0
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; critère : = 0)					
CEMAC	2,1	4,3	4,9	9,0	11,7
Cameroun	3,7	3,9	2,8	4,9	5,4
République Centrafricaine	-0,5	-3,4	-4,0	-4,6	-1,5
Congo	-7,2	1,0	5,0	17,4	23,7
Gabon	2,6	7,4	7,9	9,4	9,8
Guinée Equatoriale	12,9	13,0	11,6	21,2	26,1
Tchad	-3,2	-1,7	2,1	0,2	3,3
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	5	5	5
Solde budgétaire de base structurel (en % du PIB ; critère : = 0)					
CEMAC	2,5	3,2	3,9	3,8	5,4
Cameroun	3,4	2,5	2,6	3,1	3,7
République Centrafricaine	-2,1	-1,6	-0,7	-1,4	-2,5
Congo	2,6	3,7	4,9	5,7	7,5
Gabon	3,6	5,7	6,3	5,7	6,2
Guinée Equatoriale	5,8	7,5	9,0	9,3	11,9
Tchad	-0,4	0,0	0,0	-0,3	0,5
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	5	5	5
Taux d'endettement public (en % du PIB ; critère : = 70)					
CEMAC	83,5	77,5	64,6	48,2	32,6
Cameroun	65,3	58,9	54,6	48,5	20,7
République Centrafricaine	99,7	107,0	105,9	79,2	67,9
Congo	239,7	245,7	185,4	127,7	99,8
Gabon	67,8	60,3	51,2	38,8	30,4
Guinée Equatoriale	12,2	10,4	6,1	2,7	1,9
Tchad	51,5	49,0	48,9	28,8	26,6
Nombre de pays ayant respecté le critère	4	4	4	4	4
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en milliards ; critère : retard de paiement = 120 jours)					
CEMAC	495,1	341,0	48,7	20,5	25,3
Cameroun	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0
République Centrafricaine	26,3	24,3	20,9	16,9	18,9
Congo	211,3	171,2	6,9	3,6	6,3
Gabon	246,9	143,7	0,0	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	2	5	3	3

Source : BEAC et Administrations nationales

1. mesuré par l'indice des prix à la consommation, 2. recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures,
3. dette publique extérieure et intérieure à partir de 2002 pour tous les pays, sauf la Guinée Equatoriale

Tableau 3 : Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2001-2006

Libellés	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie, en% (avoirs extérieurs sur engagements à vue = 20)					
CEMAC	66,6	64,9	73,8	86,6	94,7
Cameroun	49,0	46,4	51,9	67,4	77,5
République Centrafricaine	98,0	95,8	85,6	80,8	74,6
Congo	19,6	16,4	29,3	71,7	87,9
Gabon	37,7	44,0	61,8	74,8	90,7
Guinée Equatoriale	99,1	100,0	100,2	100,2	100,2
Tchad	84,5	73,2	71,4	63,5	90,9
Solde budgétaire primaire positif (en % du PIB)					
CEMAC	5,4	7,1	7,4	10,9	13,1
Cameroun	6,2	6,3	4,7	6,4	6,7
République Centrafricaine	1,1	-2,2	-2,7	-3,4	-0,2
Congo	1,2	6,8	11,4	22,2	26,9
Gabon	7,0	11,4	11,7	12,2	12,0
Guinée Equatoriale	21,9	23,5	26,5	33,2	43,1
Tchad	-2,3	-1,2	2,8	0,6	3,8
Taux de pression fiscale (en % du PIB)					
CEMAC	20,4	20,1	21,1	24,2	28,8
Cameroun	16,8	16,2	14,9	16,9	18,1
République Centrafricaine	9,1	6,7	7,0	6,9	7,9
Congo	26,9	29,1	31,8	40,1	49,5
Gabon	28,9	28,9	28,5	30,2	30,1
Guinée Equatoriale	27,6	27,6	30,6	36,4	46,1
Tchad	7,1	7,7	11,4	9,1	16,0
Variation masse salariale et recettes budgétaires (masse salariale/recettes budgétaires)					
CEMAC	-8,6	1,4	0,3	0,0	0,2
Cameroun	1,8	4,0	-1,2	-0,3	0,1
République Centrafricaine	0,3	-0,1	1,5	0,1	-0,2
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Guinée Equatoriale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1
Solde extérieur courant de la BdP (en % du PIB)					
CEMAC	-9,3	-8,9	-4,7	0,6	1,5
Cameroun	-4,3	-8,2	-7,2	-4,0	-1,9
République Centrafricaine	-5,4	-4,8	-5,6	-8,2	-6,7
Congo	6,0	14,4	15,3	10,6	9,0
Gabon	7,5	10,0	13,5	14,8	17,3
Guinée Equatoriale	-14,3	-42,5	-26,8	-10,7	-4,6
Tchad	-97,9	-52,3	-27,3	-1,9	-10,5
Service de la dette extérieure/Exportations (en %)					
CEMAC	17,9	15,0	12,2	9,0	20,5
Cameroun	22,3	28,1	24,4	18,9	98,5
République Centrafricaine	24,6	27,3	25,6	19,5	21,5
Congo	26,5	16,0	15,6	16,0	11,1
Gabon	19,3	16,5	17,8	10,8	10,1
Guinée Equatoriale	0,5	0,4	0,5	0,6	0,3
Tchad	15,9	3,7	1,7	1,1	1,9

Source : BEAC et Administrations nationales

Tableau 4 : Vue synoptique des résultats prévisionnels de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2006

CRITERES DE CONVERGENCE	PAYS							Nombre de pays respectant le critère		
	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2006	2005	2004
Solde budgétaire de base sur PIB (norme : ≥ 0)	Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	5	5	5
Taux d'inflation annuel moyen (norme : $< 3\%$)	Non Respecté	Non Respecté	Non Respecté	Non Respecté	Non respecté	Non Respecté	Non Respecté	0	4	5
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme : $\leq 70\%$)	Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	4	4	4
Arriérés gestion courante - intérieurs - extérieurs (norme : = 0)	Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Non Respecté	Non respecté	3	3	1
Nombre de critères respectés par le pays	2006	3	0	1	3	3	2	2		
	2005	4	1	2	4	3	2	3		
	2004	3	1	2	3	3	3	3		

4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Les relations entre la CEMAC et la Communauté financière internationale peuvent s'apprécier d'une part au niveau des institutions communautaires et, d'autre part, au niveau des Etats membres.

La revue annuelle du FMI auprès des institutions de la CEMAC s'est déroulée à Yaoundé du 3 au 7 avril 2006 avec la participation de la Banque Mondiale. Cette mission régionale complète les consultations annuelles au titre de l'article IV, conduites avec chaque pays membre de la CEMAC. Le rapport note une croissance toujours tirée par le secteur pétrolier, mais sensiblement plus modérée que l'année dernière et une reprise légère de l'inflation qui reste sous contrôle. Cependant, la mission note un ralentissement des progrès des pays membres en matière de convergence et par conséquent invite les Etats au maintien des efforts accrus tant sur le plan budgétaire que structurel et à la poursuite des réformes visant à renforcer la compétitivité de la zone. L'amélioration de la gestion budgétaire et du suivi des dépenses publiques est également fondamentale dans la perspective de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté et des initiatives d'allègement de dette. Par ailleurs il faut noter l'ouverture à Libreville du centre AFRITAC pour le renforcement des capacités en Zone CEMAC en mi-janvier 2007 en présence du Directeur Général du FMI et des Chefs d'Etat de la région.

Du côté de l'Union Européenne, le programme indicatif régional (PIR) adossé sur le 9^{ème} FED pour un montant de € 55 millions a fait l'objet d'une revue à mi-parcours en novembre 2005 au cours de laquelle la pertinence du programme a été confirmée. Le processus de revue à fin parcours est engagé. L'exécution de ce programme dans ses différentes composantes se déroule de manière satisfaisante. Parallèlement, la réflexion sur un programme régional appuyé par le 10^{ème} Fed, est engagé depuis janvier 2006. Par ailleurs, il convient de souligner la poursuite de la contribution de l'UE par le biais du mécanisme « Peace Facility » au soutien de la Force CEMAC (€7,6 M. pour 2006/2007, €8 M. en 2005/2006 et 3,38 M en 2004/2005). Quant aux négociations des Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'UE, elles se poursuivent normalement avec la région Afrique centrale composée de la CEMAC et de Sao-Tomé e Principe. La République Démocratique du Congo a rejoint ce groupe en janvier 2006. Toutefois, il convient de rappeler que la deuxième phase de négociation qui traite particulièrement du problème de financement du développement économique des pays de la CEMAC est bloquée depuis le mois de juin.

Au niveau des Etats, le **Cameroun** a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en avril 2006. La **République Centrafricaine** bénéficie d'un deuxième programme post-conflit dans la perspective de la mise en place d'un programme FRPC. Au **Congo**, la 3^{ème} revue du programme en octobre 2006 a été jugée non concluante. PPTE. Pour le **Gabon**, le Conseil d'administration du FMI a examiné en juin 2006 le rapport de consultation de l'article IV au titre de l'année 2006. Le dialogue entre la **Guinée Equatoriale** et le FMI s'est intensifié. Enfin, pour le **Tchad**, la revue du programme de 2005 appuyé par la FRPC n'a pas été concluante.

Par pays, la situation détaillée se présente comme suit :

a. Cameroun

Le Banque mondiale et le FMI ont approuvé l'atteinte du point d'achèvement par le Cameroun respectivement les 27 et 28 avril 2006 au titre de l'initiative PPTE ; ce qui va réduire les paiements du service de la dette de ce pays d'environ US\$ 4,9 milliards en termes nominaux, montant auquel, il convient d'ajouter celui résultant de l'initiative d'annulation de la dette multilatérale, évalué à 1,130 milliards de dollars au taux de change courant. Pour que ces réductions donnent de meilleurs résultats, le Cameroun doit poursuivre avec vigueur l'exécution de son programme économique 2005-2008 dont la 1^{ère} revue a été jugée satisfaisante par le FMI en début 2006. Par ailleurs, la deuxième revue du programme triennal du Cameroun avec le FMI s'est tenue le 22 décembre dernier.

Le programme triennal des autorités camerounaises, conforme à la stratégie de réduction de la pauvreté adoptée en 2003, vise à : (i) préserver la stabilité macroéconomique grâce à une politique budgétaire prudente, (ii) réduire les obstacles à la croissance et à la réduction de la pauvreté en améliorant le climat des affaires, (iii) améliorer l'allocation des ressources publiques et accroître l'investissement dans le capital physique et humain, et (iv) assurer la viabilité à long terme de la dette. Du 28 août au 11 septembre une 2^{ème} mission de revue du programme camerounais par le FMI s'est déroulée à Yaoundé. Les objectifs quantitatifs budgétaires et financiers du programme ont été atteints. Toutefois, dans le domaine de la réforme des entreprises publiques, les performances ont été mitigées en relation notamment avec le retard dans la privatisation des entreprises publiques. Les autorités se sont engagées à réaliser ces réformes dans les meilleurs délais.

Quant à la Banque Mondiale, sa stratégie d'assistance pays couvre au Cameroun la période 2004-2006 avec deux principaux axes : le renforcement du cadre institutionnel et le soutien au développement du secteur privé. Elle envisage par ailleurs d'appuyer les autorités dans les travaux analytiques, les enquêtes, l'amélioration du climat des affaires, la gouvernance et la revue des dépenses publiques. Le portefeuille de la Banque comprend 7 principaux projets pour un engagement total de US \$ 228M dont 125 M ont été décaissés au 4 mars 2005. Au cours de l'année 2004, les engagements ont été de \$20 M. et les décaissements de 44M.

Pour ce qui est des autres bailleurs, la Commission Européenne a jugé la performance du PIN pas très satisfaisante lors de la revue à mi-parcours en 2004. Ceci a conduit à la réduction de la dotation initiale de €230,8M à €131,7M. Enfin, les engagements du groupe de la BAD au Cameroun en 2004 se chiffrent à \$18M au titre du Fonds africain de Développement.

b. Centrafrique

Le programme économique de 2006 de la RCA soutenu par un programme d'urgence post-conflit a pour priorités la stabilisation des finances publiques et le renforcement de la gouvernance. Ces priorités sont jugées cruciales pour mettre le pays sur un sentier de croissance économique durable et normaliser les relations avec les créanciers extérieurs. En outre, ce programme vise à favoriser la reprise économique et l'amélioration des conditions de vie de la population. Des missions conjointes FMI, Banque mondiale et BAD ont séjourné à Bangui en mai et novembre 2006 et ont examiné en particulier le traitement des arriérés extérieurs et les contours d'un éventuel programme triennal. Le 22 décembre dernier, le FMI a approuvé le Programme FRPC de la RCA. Ce financement d'un montant de 54 millions de dollars appuiera le programme du Gouvernement sur la période 2007-2009. Il ouvre la voie à un examen de la dette due aux créanciers du Club de Paris en mars 2007, ainsi qu'au passage au point de décision de l'IPPTE, prévu dans la période de juin à septembre 2007. En garantissant le retour du pays à la solvabilité financière, cet accord va permettre de catalyser le réengagement de la communauté internationale et favorisé la montée à plein régime de son appui à la reconstruction du pays.

La Banque Mondiale a suspendu ses décaissements à la RCA depuis janvier 2002, suspension liée aux arriérés évalués à 49 millions de dollars au 31 décembre 2005. Néanmoins, elle a fait approuver par son Conseil d'Administration en juillet 2004 un don (Country Re-Engagement Note) en faveur de la RCA dans le cadre d'une nouvelle facilité d'assistance aux pays à faible revenu en difficulté (Low-Income Countries Under Stress) pour un montant de \$4 millions destiné à financer l'assistance technique dans la gestion économique et le soutien à la réhabilitation des secteurs sociaux ainsi que la gestion des arriérés intérieurs afin de mettre en place un plan d'apurement. Un second don à ce même titre est envisagé au cours du 1^{er} semestre 2006 pour parachever les actions entreprises avec le 1^{er} don.

L'UE dans sa stratégie d'intervention à travers le Programme Indicatif National du 9^{ème} FED, a attribué à la RCA un appui financier de 106,5 millions d'euros, soit environ 70 milliards de FCFA. **Du côté de la BAD**, des efforts importants sont consentis dans les relations avec cette institution.

c. Congo

Le Congo a atteint le point de décision de l'initiative PPTTE en mars 2006 qui pourrait lui permettre d'obtenir à terme (point d'achèvement), 2,9 milliards de dollars US d'annulation de la dette. Le Fonds et la Banque mondiale ont invité les autorités congolaises à adresser les problèmes de gouvernance et de transparence financière ainsi que la prévention des conflits d'intérêt dans la commercialisation des produits pétroliers qui font partie des déclencheurs du point d'achèvement. La marche du Congo vers le point d'achèvement suppose également la bonne performance de son programme économique qui, en 2005, a présenté de bonnes performances. Par ailleurs, une mission du FMI a séjourné à Brazzaville du 12 au 25 octobre 2006 pour tenir des discussions sur les consultations de 2006 au titre de l'article IV et sur la troisième revue de l'accord de la République du Congo avec le FMI dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). A cet effet, il est apparu que la politique budgétaire a été marquée par d'importants dépassements de dépenses au premier semestre de 2006 et le collectif budgétaire de 2006 adoptés par le parlement à mi-octobre va aggraver ce dérapage. Dans ces conditions, la mission n'est pas en mesure de recommander la conclusion de la troisième revue de l'accord FRPC.

d. Gabon

Au plan des relations avec le FMI, deux missions se sont déroulées au Gabon au premier semestre 2006. La première a séjourné à Libreville du 25 février au 13 mars 2006 et s'inscrivait dans le cadre des traditionnelles consultations au titre de l'article IV des statuts du Fonds et a permis également de discuter sur la possibilité d'un programme pluriannuel. Globalement, le FMI a de nouveau salué les performances de l'économie gabonaise et a encouragé le pays à poursuivre ses efforts en ce qui concerne la mise en place effective des réformes, l'assainissement budgétaire, l'amélioration du climat des affaires et l'avancement des dossiers relatifs à la privatisation. Concernant la gestion des finances publiques, la mission s'est montrée préoccupée par les dépassements observés dans certaines rubriques du TOFE par rapport aux plafonds préalablement arrêtés dans le cadre de la loi de finances 2005 et des précédentes rencontres avec les services du FMI. Concernant le dossier de privatisation, le processus de liquidation de la compagnie aérienne AIR GABON devrait s'achever à la fin du troisième trimestre 2006. S'agissant du DSCR, les services du FMI ont accueilli avec satisfaction la finalisation dudit Document, qui permet d'énoncer explicitement la stratégie gouvernementale en vue d'augmenter la croissance et faire reculer la précarité. Enfin, pour la bonne gouvernance, la mission du Fonds a salué la publication fin décembre 2005 du premier rapport du Gouvernement dans le cadre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (EITI) et portant sur l'industrie pétrolière. Une seconde mission a eu lieu du 17 au 30 juin 2006 à Libreville et avait pour objectif de faire une évaluation de la situation économique et financière du Gabon à fin avril 2006. Afin d'arrêter le cadrage à moyen terme 2006-2008, des discussions ont porté sur la prise en compte dans la loi de finances rectificatives 2006 des dépenses relatives au DSCR et leur financement dans les années à venir.

Quant à la BM, sa stratégie d'assistance au Gabon (CAS) a été adoptée en mai 2005. Cette stratégie qui couvre la période 2005-2008 est concentrée sur le renforcement de la gestion des ressources publiques (naturelles et financières) et l'amélioration du climat des investissements.

e. Guinée Equatoriale

Le Conseil d'Administration du FMI a examiné en mai 2006 le rapport relatif à une mission de consultation au titre de l'article IV de l'année 2006 effectuée en janvier 2006 à Malabo et Bata. Ce rapport note la croissance économique vigoureuse au cours de la dernière décade

au taux annuel moyen de 37%. Toutefois ce pays à revenu intermédiaire connaît des problèmes de pauvreté. L'abondance des ressources pétrolières constitue une opportunité unique pour progresser vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement à travers la rédaction d'une stratégie de réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités institutionnelles.

C'est dans ce sens que des accords d'assistance technique ont été signés. Ainsi dans le domaine des finances publiques, deux conseillers de longue durée du FMI pris en charge entièrement par la Guinée Equatoriale sont arrivés à Malabo depuis juin 2006. Dans le domaine des statistiques, le Fonds et la Banque mondiale, secondés par AFRISTAT mettront à la disposition des autorités des experts pour la compilation des comptes nationaux et des prix, l'élaboration des statistiques sociales et l'appui à la rédaction d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

Sur le plan de l'intégration régionale, l'engagement des autorités et les efforts en vue d'atteindre les critères de convergence de la CEMAC sont encouragés et le soutien des initiatives communautaires dans le domaine du commerce, de la libéralisation des droits de douanes et de la supervision bancaire est vivement recommandé.

La revue du PIN avec la Commission européenne n'a pas donné lieu à une modification de la dotation initiale maintenue à €21,11 M.

f. Tchad

La revue par le Fonds du programme triennal 2005-2007 du Tchad, qui vise la consolidation des finances publiques, la bonne gouvernance et les réformes structurelles, n'a pas été concluante.

Par ailleurs, une mission multi-bailleurs de Fonds a eu lieu à Ndjamena du 24 mars au 06 avril 2006 sur la base de termes de référence définis d'un commun accord avec le gouvernement. La mission a pour objectif de faire le point de la situation du pays, de confirmer l'engagement du gouvernement au service du développement économique et social et de la réduction de la pauvreté, d'évaluer la gravité des problèmes de sécurité, des réfugiés et autres que rencontre le pays et leurs implications financières et d'identifier le moyen de renforcer les capacités nationales notamment en matière de gestion financière.

A cet effet, des points suivants ont retenu leur attention, (i) revoir les politiques sectorielles du Gouvernement tchadien et les problèmes de réduction de la pauvreté ; (ii) examiner un certain nombre de questions générales (notamment la sécurité) auxquelles le gouvernement accorde une grande importance.

Par ailleurs, une rencontre de discussion dans le cadre l'article IV s'est tenue le 18 décembre 2006.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

En 2006, la situation économique mondiale se caractériserait par une croissance relativement forte et une inflation modérée. Sur les marchés monétaires et financiers, les conditions seraient au resserrement monétaire. Les taux d'intérêt de long terme resteraient relativement bas. Le dollar resterait quasiment stable par rapport à l'euro voire en légère baisse.

L'environnement international favorable a eu des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance estimé à 3,3 % en 2006, stable par rapport à son niveau de 2005 qui était de 4,0 %, entraînant une variation du PIB réel par habitant de 0,8 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 % par an.

Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, est insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en général et la réduction de la pauvreté en particulier. A cet effet, les recommandations des grandes orientations de politiques économiques adoptées pour l'année 2007 constituent les actions de base.

Il s'agit, comme par le passé, de mettre l'accent sur les principaux axes stratégiques que sont la recherche d'une croissance économique saine et durable, l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la redistribution des revenus, l'amélioration de la compétitivité et l'approfondissement de l'intégration sous-régionale. Il faut par ailleurs rappeler la nécessité de définir et de mettre en œuvre des programmes triennaux de convergence.

Aussi, les Etats membres restant fortement dépendants des recettes budgétaires d'origine pétrolière, pour limiter les risques d'instabilité liés aux chocs extérieurs, devraient œuvrer vers une transition fiscale en faveur de la fiscalité interne dans un contexte de désarmement tarifaire au sein de la zone.

Les recommandations de politique par Etat se présentent comme suit :

Au Cameroun, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE constitue une avancée mais surtout un défi pour les autorités qui doivent consolider la performance en matière des finances publiques et des réformes structurelles.

En ce qui concerne les finances publiques, les autorités doivent prendre des dispositions nécessaires pour :

- améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières ;
- contenir les dépenses courantes et poursuivre le paiement des arriérés intérieurs pour améliorer le climat des affaires ;
- renforcer la transparence dans les opérations de l'Etat y compris le secteur pétrolier.

En matière de réformes structurelles, il s'agit notamment :

- d'accélérer la restructuration ou la privatisation des entreprises publiques afin de limiter leur poids sur les finances publiques ;
- de renforcer la transparence dans les dépenses publiques notamment par la limitation des dépenses non ordonnancées et, l'élaboration et l'exécution d'un plan d'action sur l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

En République centrafricaine, les principaux défis auxquels le pays doit faire face comprennent : la consolidation de la paix et de la sécurité, la réalisation d'une croissance forte et l'amélioration des conditions sociales. A cet effet, les autorités sont invitées à mettre en œuvre les actions suivantes :

- améliorer la gestion des ressources naturelles (forestières et minières en particulier) à travers le renforcement des textes réglementaires ;
- améliorer la gestion des ressources publiques notamment par :
 - o la modernisation des procédures de suivi et d'exécution des dépenses et l'amélioration des administrations fiscale et douanière ;
 - o l'élargissement de l'assiette fiscale ;
 - o l'adoption d'un plan pour le paiement des arriérés et éviter de nouvelles accumulations.

- améliorer la gouvernance, en particulier par la lutte contre la corruption ;
- renforcer l'intégration régionale ;
- actualiser le programme de réformes structurelles et la stratégie de lutte contre la pauvreté.

.Au Congo, après l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE en mars 2006, les autorités doivent prendre des dispositions pour une meilleure exécution de leur programme économique. A cet égard, il faut :

- adopter la version définitive du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) qui ferait la synthèse des besoins sociaux jugés prioritaires par le peuple congolais : le DSRP final devrait établir un lien entre les stratégies sectorielles et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et devrait également cadrer avec les budgets annuels, à partir du budget 2007;
- poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques et le climat des investissements ;
- progresser dans les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier.

Au Gabon, les discussions sont en cours pour une facilité élargie à son programme pluriannuel. A cet effet, les autorités sont invitées à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publiques;
- progresser dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie.
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance.

En Guinée Equatoriale, la politique économique et financière du Gouvernement mettrait l'accent sur :

- la promotion de la transparence dans la gestion et l'utilisation des revenus pétroliers ;
- l'alignement des dépenses publiques à la capacité d'absorption de l'économie ;
- la poursuite des efforts de diversification de l'économie ;
- l'amélioration des capacités de gestion de l'économie ;
- le développement des infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux...) et la réduction de la pauvreté.

Au Tchad, le gouvernement devra s'atteler à réviser son cadrage macroéconomique à moyen terme basé sur la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Il s'agit de mettre l'accent sur :

- la consolidation de la situation fiscale ;
- l'accélération des réformes afférant au secteur cotonnier ;
- le renforcement de l'environnement législatif et institutionnel ;
- la privatisation des entreprises publiques ;
- le renforcement du secteur financier et de la micro finance ;
- l'amélioration de la gouvernance et des institutions.

Les politiques de redressement pour 2006 devront particulièrement s'orienter sur l'exécution du budget et le renforcement de la gestion des finances publiques, et sur les réformes structurelles et la gouvernance.

ANNEXE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS MEMBRES

1. CAMEROUN

La situation macroéconomique du Cameroun en 2006 se caractériserait par une croissance modérée, un solde budgétaire global excédentaire, une stagnation du déficit des transactions courantes, une consolidation de la situation monétaire et une hausse de l'inflation.

1.1 Secteur réel

Les performances économiques se traduiraient par un taux de croissance réel de 3,5 % en 2006 contre 2,4 % une année plus tôt, entraînant une hausse du revenu réel par tête de 0,7 % pour un taux de croissance démographique de 2,8 %.

Du côté de l'offre, la plus forte contribution à la croissance économique proviendrait du secteur tertiaire, suivi du secteur primaire. En effet, le tertiaire contribuerait à la croissance à hauteur de 1,9 point, en liaison avec la bonne tenue des sous-secteurs transport et télécommunications (0,5 point), Commerce hôtel et restauration (0,7 point) et Autres services marchands (0,3 point). La contribution du secteur primaire serait de 1,0 point, en liaison avec la bonne tenue du secteur agricole (0,6 point) et du secteur pétrolier (0,2 point). Quant au secteur secondaire, sa contribution s'évaluerait à 0,3 point, en raison principalement du développement des activités dans les industries (0,2 point).

S'agissant de la demande, la principale source de la croissance en 2006 serait la demande intérieure brute, avec une contribution de 5,1 points dont 3,9 points pour consommation privée et 0,6 point pour les investissements bruts. En revanche, la demande extérieure nette obérerait la croissance à hauteur de 1,6 points.

1.2 Prix

L'année 2006 connaîtrait une flambée des prix avec un taux d'accroissement de l'indice national des prix à la consommation de 4,8 %, soit au dessus de la norme communautaire. Entre autres causes de cette inflation des prix, se trouverait principalement la hausse des prix des produits alimentaires et des prix des transports, à la suite de la hausse des prix de carburant à la pompe.

1.3 Finances publiques

Les recettes budgétaires totales de 2006 s'inscriraient en hausse de 16,5 %, pour se situer à 1 832,2 milliards (18,9 % du PIB) contre 1 572,2 milliards (17,9 % du PIB), en liaison avec la forte hausse des recettes pétrolières (37,4 %), alors que les recettes non pétrolières augmenteraient modestement de 7,9 %. L'évolution des recettes non pétrolières résulterait de la poursuite des efforts de recouvrement des recettes (Division des Grandes Entreprises), des mesures administratives prises en cours d'exercice, de l'amélioration de la prise en charge des marchandises à l'importation et du paiement des dividendes exceptionnels au titre des participations de l'Etat au capital de certaines entreprises publiques et para publiques.

Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 1349,9 milliards (14,0 % du PIB) contre 1 170,3 milliards, soit 13,3 % du PIB en 2005. Le rythme plus rapide de l'accroissement des dépenses publiques comparé à celui des recettes n'implique pas un relâchement des efforts de maîtrise des dépenses, dans la mesure où celles-ci seraient moins importantes en pourcentage du PIB que les recettes, soit respectivement 14,0 % et 16,5 %. L'atteinte du point d'achèvement par le Cameroun en avril 2006 devrait plutôt encourager le Gouvernement à poursuivre ses efforts d'assainissement des finances publiques.

L'excédent du solde primaire représenterait 6,7 % du PIB en 2006 contre 6,4 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 5,4 % du PIB contre 4,9 en 2005.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, passerait à 482,3 milliards équivalant à 5,0 % du PIB en 2006 contre 401,9 milliards (4,6 % du PIB) un an plus tôt.

Compte tenu de l'apurement de paiements des arriérés intérieurs et extérieurs à hauteur de 172,9 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 2258,2 milliards et du désengagement net de l'Etat vis-à-vis du système bancaire 322,3 milliards et non bancaire de (224,7 milliards)⁴ milliards, le besoin de financement global de l'Etat s'établirait à 2 495,8 milliards. La mobilisation des financements extérieurs comprenant 2 225,9 milliards au titre des dons, 36,3 milliards de tirages et 233,6 milliards d'allègement de la dette extérieure au titre de l'assistance intérimaire PPTTE financerait entièrement ce besoin.

1.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) se réduirait en 2006, revenant de 350,0 milliards en 2005 (4,0 % du PIB) à 182,4 milliards correspondant à 1,9 % du PIB.

En effet, l'excédent du solde du commerce extérieur s'améliorerait de manière substantielle, se fixant à 333,0 milliards en 2006 contre 148,9 milliards une année plus tôt, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange qui a profité aux exportations du pétrole brut, du caoutchouc et du bois, pendant que les importations des biens augmenteraient de 10,0 % pour s'établir à 1677,2 milliards. Le déficit des services se creuserait pour se fixer à 385,8 milliards en 2006. Il en serait de même pour le déficit de la balance des revenus qui passerait de 201,6 milliards en 2005 à 205,7 milliards. En revanche, l'excédent du solde des transferts courants augmenterait substantiellement, passant de 80,3 milliards en 2005 à 163,2 milliards, en liaison avec une forte augmentation des transferts publics. Quant à l'excédent du compte de capital et d'opération financière, il augmenterait pour se fixer à 218,9 milliards.

En définitive, le solde global de la balance des paiements du Cameroun passerait d'un déficit de 83,1 milliards, correspondant à 1,0 % du PIB, à un excédent de 241,2 milliards (2,5 % du PIB) en 2006.

Compte tenu de la reconstitution des réserves officielles à hauteur de 241,2 milliards, le besoin de financement extérieur s'élève à 233,6 milliards. Le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris à concurrence de ce montant permettrait de financer entièrement ce besoin.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (98,5 % et 129,3 % en 2006 contre 18,9 % et 24,5 % en 2005 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait de 37,1 % au 31 décembre 2005 à 10,7 % au 31 décembre 2006.

1.5 Situation monétaire

La situation monétaire du Cameroun en 2006 se consoliderait, avec une forte hausse des avoirs extérieurs de 106,9 %, s'établissant à 1 034,0 milliards contre 499,7 milliards en 2005. Les crédits à l'économie progresseraient sur la même période de 2,3 %, alors que les créances nettes sur l'Etat baisseraient de 163,5 % en liaison avec l'amélioration de la trésorerie de l'Etat. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 77,5 % contre 67,4 % en 2006.

La masse monétaire progresserait de 9,5 %, passant de 1502,4 milliards à fin décembre 2005 à 1645,7 milliards au 31 décembre 2006.

1.6 Perspectives pour 2007

L'activité économique se consoliderait en 2007 au Cameroun avec un taux de croissance réelle de 4,1 %, dans un contexte d'une relative baisse des tensions inflationnistes, car le taux d'inflation reviendrait de 4,8 % en 2006 à 3,0 % en 2007.

⁴ Dont amortissement de la dette conventionnée (155,3 milliards), remboursement des crédits de TVA (63 milliards), paiement des titres salariaux (6,5 milliards) et des instances du Trésor (72,7 milliards).

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, se contracterait, revenant à 223,8 milliards en 2007, soit 2,2 % du PIB contre 482,3 milliards (5,0 % du PIB) en 2006. Cette évolution serait à mettre en rapport avec l'évolution des dépenses publiques, lesquelles croîtraient de 25,6 % en 2007, alors que le rythme de croissance des recettes budgétaires totales s'affaiblirait (4,7 %).

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'aggraverait de 2,7 % du PIB en 2007 contre 1,9 % du PIB une année plus tôt. Enfin, la situation monétaire se raffermirait. Le taux de couverture de la monnaie progresserait à 81,7 % contre 77,5 % en 2006.

1.7 Situation sociale

Dans le domaine social, le gouvernement poursuivrait en 2006 la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Selon le troisième rapport de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, les autorités ont mis un accent particulier sur les crédits alloués aux dépenses au bénéfice des pauvres.

Ainsi, des actions sont entreprises dans le secteur rural, notamment en matière d'accès aux techniques culturelles modernes et d'appui aux programmes et projets porteurs; dans le domaine de la gouvernance, en l'occurrence la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions prioritaires pour la réforme du système judiciaire ; dans le domaine des infrastructures concernant notamment la réalisation des grands travaux en appui au secteur privé. Plus spécifiquement dans le domaine de l'éducation et de la santé les actions suivantes ont été réalisées :

En matière d'éducation, la carte scolaire a été mise à jour, des enseignants vacataires ont été recrutés dans l'enseignement primaire, et des salles de classe ont été construites et équipées dans des établissements primaires et secondaires. En effet, plus de 800 nouvelles salles ont été construites, portant ainsi à 3768 le nombre cumulé de salles, 512 salles de plus que les objectifs fixés dans le cadre de la mise en oeuvre des déclencheurs du point d'achèvement de l'IPPTE.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé à (i) réduire le prix des moustiquaires imprégnées; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination. L'enquête démographique et de santé de 2004 a révélé une amélioration des indicateurs de santé : de 1998 à 2004, le taux de mortalité infantile a baissé de 3 points pour s'établir à 74 pour 1000; le taux de mortalité juvénile a chuté de 8,7 points pour se fixer à 142 pour 1000; et la couverture vaccinale s'est accrue considérablement.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA, plus de 24 millions de préservatifs masculins et 100 000 préservatifs féminins ont été distribués. Plus de 52 000 femmes enceintes et 106 enfants de moins de 15 mois ont subi le test de dépistage. 17 750 personnes vivant avec le VIH/SIDA sont sous ARV pour une population éligible de 75 750.

2. CENTRAFRIQUE

Les perspectives macroéconomiques de la République Centrafricaine pour l'année 2006 seraient globalement caractérisées par un raffermissement de la croissance économique, une détérioration de la situation monétaire, une relative stabilité du déficit courant, une reprise des tensions inflationnistes et ce, malgré le redressement timide des finances publiques.

2.1 Secteur réel

En 2006, l'économie centrafricaine devrait enregistrer une consolidation de la croissance, sous l'effet de la relance des activités agricole, industrielle, minière, sylvicole et commerciale ainsi que des grands travaux de construction des infrastructures routières avec l'appui des partenaires extérieurs. Sur cette base, la croissance économique réelle s'inscrirait en hausse de 3,3 % contre

2,8 % en 2005, entraînant ainsi une progression du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 0,8 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, l'expansion économique proviendrait essentiellement de la relance de l'agriculture vivrière, de l'exploitation forestière et minière ainsi que des activités industrielle, commerciale et de service. En effet, l'agriculture vivrière contribuerait à la croissance à hauteur de 0,4 point, sous l'impulsion de l'amélioration de la sécurité dans les zones de production agricole et de la poursuite de la fourniture, par les Autorités, de semences vivrières et autres intrants agricoles aux producteurs. Pour leur part, le concours des cultures de rente à la croissance serait encore marginal. La participation de la branche « sylviculture » à la croissance serait de l'ordre de 1,2 point, grâce à la mise en œuvre, par les Autorités et les opérateurs de la filière, des mesures de valorisation et d'utilisation optimale et durable des potentialités en ressources forestières identifiées lors des Etats généraux du secteur des eaux et forêts, en septembre 2003. Dans le secteur secondaire, les industries extractives contribueraient pour 0,1 point à la croissance, en liaison avec la progression de la production de diamants bruts. Quant aux industries manufacturières, leur apport à la croissance serait positif de 0,2 point, sous l'impulsion de la reprise de la consommation des ménages en milieu urbain, et du renforcement des outils de production dans certaines entités. Au niveau du secteur tertiaire, la contribution de la branche commerce, transports et télécommunications à la croissance se situerait à 0,2 point, en liaison avec l'installation d'un nouvel opérateur en téléphonie mobile qui prévoit un investissement important en 2006, ainsi que la reprise des activités industrielle, minière et sylvicole. En revanche, les difficultés récurrentes de trésorerie de l'Etat font que l'apport de l'Administration publique dans la croissance serait négatif de 0,4 point.

S'agissant de la demande, la demande intérieure s'affaiblirait fortement avec une contribution de 1,0 point contre 7,3 points en 2005, en raison de la modeste augmentation de la consommation et du recul des investissements. Principal moteur de la croissance, la demande extérieure nette soutiendrait la progression du PIB de 2,3 points en liaison avec un apport fortement positif des exportations des biens et services non-facteurs sous l'effet de la hausse des exportations de bois tandis que les importations des biens et services non-facteurs obéraient la croissance

2.2 Prix

L'évolution du niveau général des prix serait marquée par une résurgence des tensions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation progresserait de 6,6 % en moyenne annuelle en 2006 contre 2,9 % en 2005. Cette évolution s'expliquerait par la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers à fin décembre 2005 et qui induirait la hausse des coûts de transport. De plus, la hausse de la TVA de 1 % engendrerait également la hausse des prix des produits importés ainsi que ceux des services. La persistance de l'insécurité dans les provinces du Nord du pays contribuerait au relèvement des tensions inflationnistes.

2.3 Finances publiques

La Loi des Finances 2006, promulguée le 30 décembre 2005, a pris en compte les contre-performances budgétaires de l'année 2005, en prévoyant un niveau de recettes et de dépenses en cohérence, économiquement et techniquement réalistes.

Sur cette base, les recettes budgétaires seraient augmentation de 25,1 % pour atteindre 73,3 milliards par rapport à celles de 2005 (soit 9,0 % du PIB contre 7,8 % en 2005). La progression des ressources publiques s'expliquerait principalement par la reprise de l'activité économique ainsi que par l'impact des actions du gouvernement pour diminuer l'incivisme fiscal et pour élargir l'assiette fiscale (guichet unique plan d'action de la Direction générale des douanes, recouvrement des arriérés fiscaux). A cet égard, les recettes fiscales atteindraient 63,8 milliards, en progression de 20,4 % par rapport aux réalisations de 2005.

Pour leur part, les dépenses publiques s'inscriraient en baisse de 7,8 %, revenant de 122,7 milliards en 2005 à 113,1 milliards une année après, en rapport avec la diminution des dépenses d'investissements de 5,5 % à 36,2 milliards contre 38,3 milliards en 2005 et des dépenses courantes de 8,8 % à 76,9 milliards contre 84,4 milliards en 2005.

Le solde primaire déficitaire de 3,4 % du PIB en 2005 se contracterait à 0,2 % du PIB en 2006, en même temps que le déficit budgétaire de base se réduirait à 1,5 % du PIB en 2006 contre 4,6 % du PIB en 2005.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2006 se solderait par un déficit budgétaire, base engagement, hors dons, de 39,9 milliards, en amélioration par rapport au niveau de 2005 (64,1 milliards), soit 4,9 % du PIB.

En y ajoutant l'amortissement prévu de la dette extérieure de 16,7 milliards et la réduction des arriérés de paiements de 42,5 milliards, le besoin de financement de l'Etat ressortirait à 99,1 milliards. Il serait couvert par des financements extérieurs de 90,2 milliards dont 73,3 milliards de dons et 5,8 milliards de prêts, un allègement de la dette extérieure de 11,1 milliards et intérieurs (bancaire et non bancaire) de 8,9 milliards.

2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes hors dons, s'attenuerait pour atteindre 54,5 milliards, soit 6,7 % du PIB, contre 61,8 milliards en 2005.

En effet, le déficit du commerce extérieur s'améliorerait, revenant à 13,9 milliards contre 23,0 milliards en 2005, en raison de la meilleure progression des exportations (+ 22,4 %) par rapport aux importations (+ 6,7 %) entre 2005 et 2006. Cette évolution procède d'une progression plus rapide des exportations (+22,4 %), particulièrement des deux principaux produits d'exportation de la RCA (bois et diamants), par rapport aux importations (+6,7%). Le déficit de la balance des services s'aggraverait davantage, pour s'établir à 40,5 milliards contre 39,6 milliards l'année précédente, en relation avec les dépenses de transport et d'assurance de marchandises. Parallèlement, la balance des revenus se dégraderait légèrement, atteignant -1,7 milliards en 2006 contre -0,9 milliards une année plus tôt. Enfin, le compte de capital et d'opérations financières resterait positif en passant de 30,7 à 53,8 milliards.

Au total, le solde global de la balance des paiements consolidée déficitaire en 2005 deviendrait excédentaire de 5,6 milliards en 2006. En prenant en compte la réduction des arriérés extérieurs de 32,8 milliards, le besoin de financement extérieur s'établirait à 27,2 milliards, couvert par des allègements de dette de 11,1 milliards et une baisse des réserves officielles de 16,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et l'augmentation des ressources budgétaires se traduiraient par une légère détérioration du ratio service de la dette par rapport aux exportations de biens et services qui passerait de 19,5 % en 2005 à 21,5 % en 2006, ainsi que de celui du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires qui s'inscrirait à 31,7 % en 2006 contre 29,8 % un an auparavant. En revanche, le ratio encours de la dette sur PIB s'améliorerait revenant de 79,2 % du PIB en 2005 à 67,9 % en 2006.

2.5 Situation monétaire

Les perspectives monétaires pour l'année 2006 laissent apparaître une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires et une augmentation des crédits à l'économie.

En effet, les avoirs extérieurs nets se contracteraient de 23,5 % pour atteindre 43,0 milliards en décembre 2006 contre 56,2 milliards un an auparavant, résultant de la détérioration des comptes extérieurs. Par ailleurs, le taux de couverture extérieure baisserait à 74,6 % en 2006 contre 80,8 % en 2005.

Les crédits à l'économie augmenteraient de 4,3 %, passant de 54,1 milliards à 56,4 milliards. L'objectif de paiement régulier des salaires, la relance de la consommation intérieure et la reprise progressive des relations avec les institutions financières internationales contribueraient à restaurer un climat de confiance qui induirait un accroissement de la demande de crédit.

Les créances nettes sur l'Etat augmenteraient de 3,1 % pour se situer à 79,3 milliards en décembre 2006 contre 75,8 milliards un an plus tôt, sous l'hypothèse d'un effort de l'Etat pour se désengager vis-à-vis de la BEAC.

En contrepartie, la masse monétaire fléchirait légèrement, s'établissant à 123,0 milliards contre 128,4 milliards en 2005.

2.6 Perspectives pour 2007

Selon les projections disponibles, l'an 2007 se caractériserait par une croissance économique plus forte par rapport à celle de l'année précédente, avec une progression attendue du PIB réel de l'ordre de 4,0 % (équivalent au taux de croissance de la population) contre 3,3 % en 2006. Celle-ci proviendrait du côté de l'offre par le développement des activités dans tous les secteurs de l'économie. L'inflation serait forte mais plus faible que celle réalisée en 2006.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, se contracterait substantiellement, revenant de 4,9 % du PIB en 2006 à 3,7 % du PIB en 2007. Cette contraction du déficit budgétaire si elle repose essentiellement sur les dépenses publiques risque de peser sur la croissance économique compte tenu du poids du secteur public dans l'économie.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes, hors dons, resterait stable autour de 6,7 % du PIB en 2007.

Enfin, la situation monétaire serait marquée par une hausse des crédits à l'économie (16,8 %). Le taux de couverture extérieure de la monnaie atteindrait 75,7 % et la masse monétaire progresserait de 8,7 %.

2.7 Situation sociale

Le rapport mondial sur le développement humain 2005 (PNUD) classe la République Centrafricaine au 171^{ème} rang mondial en 2003 sur 177 pays évalués avec un indice de développement humain estimé à 0,355. L'indice de pauvreté humaine (IPH) est, quant à lui, estimé à 47,8 %. Ainsi, en 2001, environ 5 centrafricains sur 10 accusaient des déficits en matière de longévité, de santé, d'éducation et de bien-être. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est seulement de 24 %, l'espérance de vie à la naissance de 39,4 ans, la mortalité infantile de 115 ‰ et la mortalité infanto juvénile de 180 ‰. Ces statistiques montrent que les traits marquants de la situation sociale en République Centrafricaine restent l'accentuation de la pauvreté, la dérive du système éducatif et sanitaire et la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA.

3. CONGO

En 2006, la situation économique du Congo serait marquée par la poursuite de l'embellie à la fois de la production pétrolière et des cours sur le marché pétrolier, permettant une croissance soutenue, une consolidation des finances publiques, une amélioration du compte courant, un raffermissement de la situation monétaire et une relative stabilité des prix.

3.1 Production

Dans ce contexte, le rythme soutenu de la croissance (6,1 % en 2006 contre 7,8 % l'année précédente) proviendrait aussi bien de l'augmentation de la production pétrolière que de la consolidation des activités du secteur non pétrolier notamment des branches « sylviculture et exploitation forestière, bâtiments et travaux publics, industries manufacturières, transports et télécommunications, commerce, restaurants et hôtels ».

Du côté de l'offre, au niveau du secteur primaire, les branches de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche contribueraient favorablement à la croissance (0,2 point), grâce à la mise en œuvre du Programme de développement et vulgarisation de la culture de Soja, du Programme National de Sécurité Alimentaire PNSA et du Projet pilote « aménagement participatif des pêches en zones

côtières ». L'agriculture bénéficierait également des effets des actions engagées au cours des années précédentes portant notamment le désenclavement des zones de production par la création et l'entretien des pistes rurales. Le concours de la sylviculture serait de 0,1 point, en liaison avec la hausse attendue de la production de grumes (1,6 millions m³ en 2006 contre 1,55 millions m³ en 2005). D'une manière générale, cette branche profiterait également des créations de plusieurs sociétés forestières au cours de l'année 2006. Le gouvernement a mis en place un système de quota qui vise la transformation locale de 85% de la production de grumes. L'impact d'une telle mesure sur l'investissement et sur la production forestière est difficilement prévisible. Quoiqu'il en soit, ces contributions à la croissance restent marginales par rapport à celle du secteur pétrolier. Celui-ci apporterait une contribution significative à la croissance (+ 1,8 points), en liaison avec la forte hausse de la production de pétrole brut (13,3 millions de tonnes contre 12,6 millions de tonnes en 2005), grâce notamment aux performances croissantes du champ Mboundi opéré par la société ZETAH, à l'entrée en production du champ Nsoko au 2^{ème} semestre opéré par TOTAL, au meilleur rendement de certains champs (Yanga et Sendji, Tchendo et Likalala opérés par TOTAL). Dans le secteur secondaire, l'apport des industries manufacturières s'élèverait à 0,6 point de croissance en raison notamment du développement des infrastructures de transport (mise en concession progressive du CFCO, extension du réseau routier ...), de l'amélioration de la fourniture d'électricité, de la poursuite de l'industrialisation de la filière bois. La contribution du secteur de l'énergie (Electricité, eau et gaz) serait positif (+0,2 point) et celle des bâtiments et travaux publics à la croissance devrait se chiffrer à 0,6 point. Au niveau du secteur tertiaire, la contribution de la branche transports et télécommunications serait de 0,5 point, en liaison notamment avec la mise en concession attendue du CFCO et l'exploitation du trafic ferroviaire par le groupement Sud-africain Sheltam-Mvela, l'accroissement des capacités opérationnelles du Port autonome de Pointe-Noire. La participation du commerce restaurants et hôtels se situerait à 0,6 %.

S'agissant de la demande, la croissance de l'activité économique en 2006 proviendrait principalement du dynamisme de la demande intérieure, dont la contribution serait de 34,1 points en raison notamment de la vigueur de la consommation et des investissements publics. A l'inverse, elle serait fortement entamée par une contraction, en termes réels, de la demande extérieure nette, qui enregistrerait une contribution négative de 28,0 points du fait d'une forte progression des importations de biens et services en volume.

3.2 Prix

Selon les données disponibles au CNSEE, l'indice des prix à la consommation, qui avait augmenté de 2,8 % en 2005, s'accroîtrait de 5,5 % en 2006. Cette évolution est notamment observée au niveau des postes Alimentation, Hygiène, Santé, Dépenses de maison, Habillement, Loisirs et divers.

3.3 Finances publiques

Le budget de l'année 2006 a deux principaux objectifs, conformément au programme signé avec les institutions de Brettons Woods au titre de la FRPC, (i) assurer la stabilité du cadre macro économique, afin de stimuler une croissance économique durable génératrice d'emplois et de revenus, (ii) réduire la pauvreté. Ces objectifs s'inscrivent dans le cadre d'une politique budgétaire prudente.

En effet, les recettes budgétaires s'établiraient à 1654,0 milliards, en hausse de 50,0 % par rapport à 2005, en liaison avec à la fois une progression des recettes pétrolières (+ 57,9 %) consécutive à une augmentation de la production de l'ordre de 5,6 % et à une forte hausse du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux et une augmentation des recettes non pétrolières (+12,4 %), suite à la mise en œuvre des différentes dispositions prises par les Autorités nationales en vue d'améliorer les recettes non pétrolières. Ces mesures concernent entre autres, dans le domaine des impôts et taxes, l'élargissement de l'assiette fiscale, la généralisation de l'application du principe d'unicité de caisse, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, à travers le contrôle des avantages accordés par la loi, pour éviter les éventuels abus.

Les dépenses budgétaires s'élèveraient à 997,5 milliards, en progression de 35,4 % par rapport à l'année précédente et seraient constituées de 657,8 milliards de dépenses courantes et de 335,7 milliards de dépenses d'investissement. La progression des dépenses d'investissement traduirait la volonté de l'Etat de profiter de la conjoncture du marché pétrolier pour accélérer la réalisation des investissements publics concourant à l'amélioration du cadre de vie des populations, à la réhabilitation et à la construction des infrastructures de base, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de l'emploi.

Le solde primaire excédentaire qui représentait 22,2 % du PIB en 2005 s'améliorerait légèrement pour s'établir à 26,9 % du PIB en 2006. Il en serait de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui représenterait 23,7 % du PIB en 2006 contre 17,4 % en 2005.

En définitive, la gestion des finances publiques se solderait par un excédent global, base engagements, hors dons, de 904,3 milliards (23,7 % du PIB) contre un excédent de 531,6 milliards (17,4 % du PIB) en 2005.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure de 266,9 milliards, le paiement de 79,2 milliards d'arriérés intérieurs, la reconstitution de la position vis-à-vis du système bancaire à hauteur de 395,5 milliards et le désengagement vis-à-vis du secteur non bancaire de 302,9 milliards, le besoin de financement de l'Etat se situerait à 140,2 milliards. Il serait partiellement couvert par des allègements de dette extérieure à hauteur de 137,7 milliards et une accumulation d'arriérés extérieurs de 2,6 milliards.

3.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte courant, transferts publics exclus, s'établirait à 343,2 milliards (9,0 % du PIB) en 2006 contre 333,4 milliards, soit 10,6 % du PIB en 2005. Cette évolution favorable proviendrait de l'accroissement de l'excédent commercial qui passerait de 1 814,4 milliards en 2005 à 2 152,8 milliards, en liaison avec la progression des quantités exportées conjuguée à la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole sur les marchés internationaux.

Le déficit de la balance des services s'inscrirait en hausse, pour s'établir à 918,6 milliards par rapport à l'année précédente, en liaison avec le regain des activités, d'une part, dans les branches des industries manufacturières, transports et télécommunications et, d'autre part, des investissements du secteur pétrolier, dans les domaines de la recherche et du développement des nouveaux champs entrés en activité au cours de l'année. Le déficit des revenus s'accroîtrait pour se situer à 870,8 milliards contre 832,4 milliards en 2005, en liaison avec une forte hausse des revenus sur investissements directs. Pour sa part, le solde des transferts courants, excédentaire de 16,1 milliards en 2005 deviendrait déficitaire de 13,4 milliards une année après.

Le solde du compte de capital et des opérations financières, excédentaire de 113,8 milliards en 2005, deviendrait déficitaire en 2006, en liaison avec un fort accroissement des autres investissements dont le déficit passerait de 389,9 milliards en 2005 à 527,6 milliards en 2006.

En définitive, l'excédent global de la balance des paiements s'accroîtrait en 2006 (367,9 milliards) par rapport à l'année précédente (270,7 milliards). Grâce au réaménagement de la dette extérieure de 140,3 milliards dans le cadre des allègements obtenus après la signature du programme au titre de la FRPC, le passage au Club de Paris le 16 décembre 2006 et l'accès au point de décision en mars 2006 dont 2,6 milliards d'arriérés extérieurs, le Congo pourrait reconstituer ses réserves officielles pour un montant de 508,2 milliards.

Concernant la dette publique, les évolutions des comptes extérieurs et budgétaires se traduiraient par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires respectivement (11,1 % et 19,4 % en 2006 contre 16,0 % et 33,0 % en 2005). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'élèverait à 93,2 % en 2006 contre 119,7 % en 2005.

3.5 Situation monétaire

En 2006, la situation monétaire se caractériserait par une forte augmentation des avoirs extérieurs nets, une augmentation des crédits à l'économie et une hausse de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets s'établiraient à 1 042,6 milliards en 2006 contre 466,1 milliards un an auparavant, en liaison principalement avec une consolidation des avoirs en Compte d'Opérations, qui profiteraient encore de la montée des cours du baril de pétrole brut sur les marchés internationaux et de l'augmentation de la production pétrolière. Le taux de couverture extérieure de la monnaie se renforcerait ainsi à 87,9 % en décembre 2006 contre 71,7 % l'année précédente.

Les crédits à l'économie progresseraient de 12,0 %, s'établissant à 96,5 milliards en 2006 contre 86,1 milliards un an après.

Les créances nettes sur l'Etat se replieraient considérablement (-665,0 %), l'Etat améliorant sa situation globale déjà créditrice face au système bancaire.

En conséquence à toutes ces évolutions, la masse monétaire croîtrait de 48,4 %, s'élevant à 667,5 milliards à fin décembre 2006 contre 449,7 milliards à fin décembre 2005.

3.6 Perspectives pour 2007

Selon les projections, l'année 2007 se caractériserait par une croissance économique légèrement en baisse sensible par rapport à celle de l'année précédente, avec un taux de l'ordre de 5,2 % contre 6,1 % en 2006. L'inflation se réduirait à 3,5 %. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, se stabiliserait autour de 23,7 % du PIB comme en 2006.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le solde des transactions courantes, hors dons, s'établirait à 6,3 % du PIB en 2007 contre 9,0 % du PIB une année auparavant.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie couplée d'une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 93,3 % et la masse monétaire progresserait de 8,0 %.

3.6 Situation sociale

La situation sociale au Congo resterait marquée par une incidence de la pauvreté qui se situerait autour de 50,0 % caractérisée par la faiblesse des services de santé, d'assainissement, de l'éducation de base et la dégradation du milieu physique qui se traduit par la recrudescence des maladies endémiques. Cette précarité sociale serait aggravée par une prévalence élevée du VIH/SIDA.

En se référant au document de stratégie de réduction de la pauvreté, les cinq axes prioritaires autour desquels s'articule la stratégie du Gouvernement en matière de développement durable et d'amélioration des conditions de vie de population sont : (i) consolidation de la paix et promotion de la bonne gouvernance ; (ii) consolidation du cadre macroéconomique et relance des secteurs clefs ; (iii) accès aux services sociaux de base et à la protection sociale ; (iv) développement des infrastructures ; (v) renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA.

4. GABON

En 2006, la situation économique gabonaise se caractériserait par une croissance faible, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs, une consolidation de la monnaie, mais avec une zone d'ombre que constituerait la nette reprise de l'inflation.

4.1 Secteur réel

L'économie gabonaise connaîtrait un net ralentissement de la croissance en 2006, avec un PIB en termes réels progressant de 1,0 % contre 3,0 % en 2005.

Du côté de l'offre, le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance impulserait l'évolution économique avec une contribution de 1,8 point, dont 0,9 point pour le poste « Autres services ». La contribution du secteur secondaire serait de 0,9 point et proviendrait des industries manufacturières et énergétiques (0,5 point) et des bâtiments et travaux publics (0,3 point). En revanche, le secteur primaire obérerait la croissance à hauteur de 2,2 point en liaison avec la baisse de performance des industries extractives (-2,4 points).

S'agissant de la demande, la contribution de la demande intérieure à la croissance s'évaluerait à 6,3 points, sous l'effet conjugué de la consommation privée (+3,2 points) et des investissements privés non pétroliers (+1,9 point). En revanche, la demande extérieure nette affecterait négativement la croissance de 5,3 points, en raison d'une hausse des exportations moins que proportionnelle à celle des importations de biens et services.

4.2 Prix

En 2006, de l'évolution du niveau général des prix à la consommation des ménages il résulterait une reprise de l'inflation alors que l'année 2005 avait connu une déflation. En effet, l'indice des prix à la consommation augmenterait de 3,9 % en moyenne annuelle, en liaison avec la hausse de la demande occasionnée par les élections présidentielles et les recrutements à la fonction publique.

4.3 Finances publiques

En matière de finances publiques, la politique du Gouvernement en 2006 s'inscrirait dans la continuité des efforts de redressement budgétaire engagés depuis quelques années, et ce dans un environnement marqué par la bonne tenue des prix des principaux produits d'exportation (pétrole, manganèse, bois), ainsi que par les pressions sociales et la poursuite des efforts de désengagement de l'Etat du secteur productif.

En effet, les recettes budgétaires progresseraient de 8,3 %, s'établissant à 1 550,9 milliards (+30,4 % du PIB) en 2006 contre 1 431,8 milliards un an plus tôt (+30,8 % du PIB), en relation avec la bonne tenue du cours du baril de pétrole brut. Les recettes pétrolières augmenteraient de 10,3 %, pour s'établir à 1 000,5 milliards contre 906,8 milliards en 2005. Parallèlement, les recettes non pétrolières s'inscriraient également en hausse de 4,8 %, se situant à 550,4 milliards contre 525,0 milliards en 2005.

Quant aux dépenses budgétaires, elles enregistreraient une hausse de 5,8 % en 2006 pour se situer à 1 061,0 milliards, en relation avec les augmentations simultanées des dépenses courantes de 2,1 % et des dépenses en capital de 25,0 %.

L'excédent du solde primaire en 2006 représenterait 12,0 % du PIB contre 12,2 % en 2005 et celui du solde budgétaire de base, 9,8 % du PIB contre 9,4 % en 2005.

En définitive, l'excédent du solde budgétaire global, base ordonnancements, hors dons, augmenterait pour se fixer à 489,9 milliards (+9,6 % du PIB) contre 428,9 milliards en 2005, soit 9,2 % du PIB.

En y incorporant l'apurement des arriérés intérieurs de 22,6 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 233,3 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 258,2 milliards, le besoin de financement global s'élèverait à 24,2 milliards. La mobilisation des financements extérieurs de 24,2 milliards au titre de tirages nets permettrait de couvrir entièrement ce besoin.

4.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, s'améliorerait pour se fixer à 882,5 milliards, soit 117,3 % du PIB, contre 688,0 milliards en 2005 (+14,8 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait essentiellement par une progression de 8,4 % de l'excédent commercial pour se situer à 2 333,2 milliards, sous l'impulsion d'une hausse de 9,5 % des exportations, en relation avec la hausse du prix du pétrole, alors que les importations progresseraient de 12,9 %. L'évolution de l'excédent commercial serait tempérée par la dégradation des autres soldes.

Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'aggraverait, s'établissant à 546,7 milliards contre 488,6 milliards en 2005.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements s'établirait à 193,9 milliards contre 98,1 milliards en 2005, et servirait à la reconstitution des réserves à hauteur de ce montant.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une amélioration des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (10,1 % et 21,0 % en 2006 contre 10,8 % et 21,1 % en 2005 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB reviendrait à 28,1 % en 2006, alors qu'il était à 35,4 % une année plus tôt.

4.5 Situation monétaire

La situation monétaire du Gabon en 2006 se caractériserait par une forte augmentation des avoirs extérieurs et par conséquent, une hausse de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets augmenteraient de 32,2 % et les crédits à l'économie de 19,5 % passant respectivement de 536,5 milliards et de 464,9 milliards en 2005 à 709,3 milliards et 555,8 milliards en 2006. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont fortement baissé (-619,7 %) en liaison avec l'amélioration des finances publiques. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 17,2 %, s'établissant à 978,6 milliards à fin décembre 2006 contre 834,8 milliards un an plus tôt. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 90,7 %.

4.6 Perspectives économiques pour 2007

Selon les projections, la croissance de l'économie gabonaise connaîtrait une accélération en 2007, avec un taux de 4,3 % contre 1,0 % en 2006. Cette évolution s'expliquerait par la hausse prévisible de la production pétrolière (+3,7 %), en même temps que le secteur hors-pétrole renforcerait son niveau d'activité. En revanche, le secteur primaire obérerait la croissance. L'inflation se stabiliserait autour de 4,0 %.

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires et les dépenses totales augmenteraient respectivement de 2,9 % et de 0,5 %. Le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait excédentaire à 10,1 % du PIB contre 9,6 % en 2006

Sur le plan des échanges extérieurs, l'excédent du solde des transactions courantes, hors dons se situerait à 15,2 % du PIB en 2007 contre 17,3 % un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (23,0 %) et des crédits à l'économie (13,0 %). La masse monétaire augmenterait de 15,5 % et le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 92,7 %.

4.7 Situation sociale

En 2006, la politique sociale du Gabon s'inscrirait dans le prolongement des actions entreprises depuis 2004, en relation avec l'engagement pris lors du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur la croissance et la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne à l'orée

du troisième millénaire⁵. Les actions retenues et qui s'inscrivent dans le cadre du DSCRП concerneraient l'éducation, la santé et la protection sociale. A propos de l'éducation, il s'agira de poursuivre les efforts dans le primaire, la construction des nouveaux établissements d'enseignement secondaire et la gestion des carrières des enseignants. Dans le secteur de la santé, En plus du renforcement des services de santé par la construction et la mise en services de nouveaux centres hospitaliers, le Gouvernement envisage prioritairement de mettre en place un régime général d'assurance maladie qui intégrera la refonte générale du système sanitaire afin de permettre l'accès de tous aux soins de santé. L'objectif recherché serait notamment de baisser de 75% la mortalité infantile, maternelle et néonatale à l'horizon 2015. Au sujet de la protection sociale, l'action gouvernementale s'articulerait autour de l'assurance maladie, la poursuite de la restructuration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et de la Caisse Nationale de Garantie Sociale (CNGS).

En attendant les résultats de la mise en œuvre de cette stratégie, la pauvreté au Gabon reste toujours caractérisée par une forte disparité des revenus, un taux élevé du chômage, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population rurale. D'après le rapport mondial sur le développement humain 2005, il existe un écart de 43 places entre le classement du Gabon selon l'indice de développement humain (123^{ème} sur 177) et son classement d'après le PB par habitant (80^{ème} sur 177).

5. GUINEE EQUATORIALE

A fin décembre 2006, la situation économique de la Guinée Equatoriale se caractériserait par une croissance économique modérée, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une relative stabilité des tensions inflationnistes et une amélioration du compte courant.

5.1 Secteur réel

En 2006, pour la deuxième année consécutive, la Guinée Equatoriale enregistrerait une croissance économique réelle soutenue à un chiffre en relation avec la baisse de la production de pétrole. Dans ce contexte, le taux de croissance en termes réels se situerait à 5,5 % (contre 8,8 % en 2005), se traduisant par une augmentation du PIB réel par habitant de 2,6 % pour un taux de croissance démographique de 2,9 %.

Du côté de l'offre, le rythme de croissance découlerait essentiellement de l'expansion de l'activité pétrolière, soutenue par la poursuite des grands travaux de l'Etat et la production des dérivés du pétrole (méthanol). En effet, le secteur pétrolier s'accroîtrait de -1,6 % en termes réels avec une croissance de -4,5 % de la production pétrolière et de 10,3 % du méthanol. Les branches "commerce, restaurant, téléphonie mobile et hôtel" et « services financiers et immobiliers » contribueraient positivement de l'ordre 0,6 point à la croissance, en liaison avec la reprise timide des activités économiques non pétrolières. La contribution de l'agriculture de subsistance resterait favorable (0,1 point), tirée en partie par les différentes tentatives de programmes de développement du monde rural mises en œuvre par les Autorités. Quant aux cultures de rente, leur apport serait de 0,2 point, avec l'intensification du soutien des Autorités aux paysans et la revalorisation des prix aux producteurs au cours de la campagne précédente. De son côté, le concours de la sylviculture serait négligeable. Cette configuration montre la forte concentration de la structure productive de l'économie au profit du secteur pétrolier. Le risque pour le pays, si les efforts de diversifications ne sont pas engagés, est de s'installer dans une situation de croissance instable et non soutenable sur la durée.

S'agissant de la demande, le raffermissement de la croissance économique s'expliquerait essentiellement par une bonne tenue de la demande intérieure stimulée par un accroissement de la consommation globale qui contribuerait à la croissance à hauteur de 3,9 points grâce à la fermeté de la consommation privée (3,8 points) et par une augmentation des investissements bruts, dont l'apport s'évaluerait à 21,0 points soutenus autant par les investissements publics (+15,0 points) grâce aux dépenses prévues dans le cadre de la lutte contre la pauvreté que par les

⁵ Libreville, du 17 au 19 Janvier 2000.

investissements privés (5,9 points). En effet, l'évolution de la consommation globale bénéficierait de l'impact de la création d'emploi au niveau du secteur de la construction et du recrutement de nouveaux fonctionnaires notamment dans les secteurs prioritaires de l'éducation et de la santé publique au niveau de l'administration publique. En revanche, la demande extérieure nette affecterait la croissance à la baisse (-19,4 points), du fait de la contribution défavorable des importations de biens et services (-17,2 points) suite aux commandes à l'extérieur dans le cadre des projets du secteur pétrolier et public. Par ailleurs, la contribution des exportations de biens et services serait défavorable (-2,2 %) avec la diminution des exportations de pétrole brut.

5.2 Prix

Les statistiques disponibles à la Direction Générale des Statistiques sur le niveau général des prix à fin juin 2006 laissent entrevoir une persistance des tensions inflationnistes. Leurs prévisions tablent sur une évolution à la baisse de l'inflation qui se situerait à 5,0 % en 2006.

5.3 Finances publiques

Les projections de recettes budgétaires pour l'année 2006 s'établiraient à 2 123,9 milliards (+47,4 % du PIB) contre 1 410,2 milliards réalisés en 2005 (+37,5 % du PIB), en augmentation de 50,6 % par rapport à 2005. Cette évolution s'expliquerait principalement par la progression des recettes pétrolières qui passeraient de 1307,5 milliards en 2005 à 1 982,9 milliards un an après, en relation avec la hausse des produits pétroliers notamment le méthanol et le LPG conjuguée à des cours mondiaux demeurés très élevés ainsi qu'un dollar américain stable. Les recettes non pétrolières, quant à elles, contribueraient faiblement à cette amélioration (3,1 % du PIB en 2006 comme un an plus tôt), expliquée par le niveau d'activité non pétrolière encore embryonnaire dans le pays.

De leur côté, les dépenses budgétaires totales devraient atteindre 955,1 milliards contre 615,5 milliards l'année précédente, en augmentation de 55,2 % par rapport à celles réalisées en 2005. Cette évolution résulterait d'un accroissement des dépenses courantes de 16,4 %, passant de 169,5 milliards en 2005 à 197,2 milliards un an après. Pour leur part, les dépenses d'investissements publics, presque entièrement financées sur ressources propres (99,6 %), qui s'établiraient à 757,9 milliards, accuseraient une hausse de 69,9 % comparativement à celles engagées en 2005. Ce résultat traduirait les efforts du Gouvernement dans sa politique d'engagement des ressources nécessaires à la mise en place des infrastructures de base.

L'excédent du solde primaire s'accroîtrait pour atteindre 26,2 % du PIB en 2006 contre 21,4 % du PIB en 2005 ainsi que celui du solde budgétaire de base, à 26,1 % du PIB contre 21,2 % du PIB en 2006.

Enfin, la gestion des finances publiques en 2006 se traduirait en un excédent budgétaire, base engagements, hors dons de 1 168,9 milliards (+26,1% du PIB) contre 794,7 milliards en 2005 (21,2 % du PIB). Augmenté des tirages extérieurs de 0,9 milliard, il serait utilisé pour apurer les arriérés intérieurs à hauteur de 2,7 milliards, faire face à l'amortissement de la dette extérieure de 11,4 milliards et assurer le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire à hauteur de 283,6 milliards. Il en résulterait un désengagement net vis-à-vis du secteur non bancaire de 872,1 milliards.

5.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde des transactions courantes, transferts publics exclus, en baisse, reviendrait de 400,3 milliards (12,8 % du PIB) en 2005, à 207,4 milliards (8,3 % du PIB) en 2006. Cette évolution s'expliquerait notamment par l'amélioration des termes de l'échange (+19,2 %) à travers la hausse des prix à l'exportation du pétrole et une quasi-stabilité des prix à l'importation.

Au niveau du commerce extérieur, les exportations s'inscriraient en hausse de 17,0 %, pour se fixer à 4 312,4 milliards en 2006 contre 3 687,3 milliards une année auparavant, en liaison avec la progression des ventes de pétrole et du méthanol, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. Pour leur part, les importations de biens et services croîtraient faiblement, et

passeraient de 1 118,8 milliards en 2005 à 1 369,8 milliards une année après, en relation avec l'évolution des achats de biens d'équipements et dans une moindre mesure des biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit de la balance des services passerait de 734,2 milliards en 2005 à 832,5 milliards, en rapport avec la progression des dépenses d'investissements dans le secteur pétrolier. Le déficit de la balance des revenus s'accroîtrait pour se situer à 2 258,6 milliards contre 2 188,8 milliards en 2005. Quant au solde des transferts courants, le déficit s'établirait à 48,3 milliards en 2006 contre 35,2 milliards en 2005, en raison principalement d'une augmentation des envois des fonds des travailleurs.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières diminuerait, se fixant à 645,2 milliards en 2006 en relation avec les évolutions des investissements privés.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements atteindrait 358,6 milliards de FCFA en 2006 contre 730,2 milliards en 2005. Il permettrait de reconstituer les réserves officielles.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et des ressources budgétaires se traduirait par une légère baisse du ratio du service de la dette par rapport aux exportations (0,3 % du PIB en 2006 contre 0,6 % en 2005) ainsi que du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires (0,7 % en 2006 contre 1,5 % en 2005) et une amélioration du ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB (0,3 % en 2006 contre 0,6 % en 2005).

5.5 Situation monétaire

Sur la base des informations disponibles à fin juin 2006, les grandes tendances prévisionnelles des agrégats monétaires pour l'année 2006 seraient les suivantes : les avoirs extérieurs nets devraient poursuivre la hausse déjà observée depuis quelques années et pourraient se situer à 1578,0 milliards au 31 décembre 2006, soit une augmentation de 26,7 %. Cette évolution proviendrait du bon comportement prévu du secteur extérieur. Les crédits à l'économie progresseraient de 38,0 %, tirés notamment par les BTP et les services. Les créances nettes sur l'Etat conserveraient l'évolution à la baisse de l'année précédente et s'amélioreraient de 31,8 %. Les pouvoirs publics devraient continuer à jouir d'une aisance de trésorerie leur permettant de poursuivre leur programme d'investissements publics.

En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie se stabiliserait autour de 100,2 % à fin décembre 2006 comme une année auparavant et la masse monétaire s'accroîtrait de 14,1 % sur la même période.

5.6 Perspectives pour 2007

En 2007, les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale se caractériseraient par un taux de croissance à deux chiffres de l'ordre de 16,6 % en légère baisse par rapport au taux réalisé en 2006 et un niveau d'inflation encore élevé par rapport au seuil de 3,0 % requis par la CEMAC.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, représenterait 19,9 % du PIB. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, la baisse du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, s'aggraverait en 2007.

Enfin, la situation monétaire resterait soutenue, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+22,7 %) et un repli des créances nettes sur l'Etat (-23,1 % contre -31,8 % en 2006). Le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 100,1 %.

5.7 Situation sociale

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2005 (PNUD), l'indice de développement humain en 2003, est estimé à 0,655 pour la Guinée Equatoriale, classant ainsi le pays au 121^{ème} rang mondial sur 177 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 43 ans. Pour la

mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 97 ‰ et infanto juvénile de 146 ‰, selon la même source.

6. TCHAD

Après une forte croissance dans les premières années d'exploitation pétrolière, les performances économiques du Tchad se caractériseraient en 2006 par un ralentissement substantiel du rythme de la croissance, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, une consolidation de la situation monétaire et une maîtrise des tensions inflationnistes.

6.1 Secteur réel

En 2006, l'économie tchadienne réaliserait un taux de croissance du PIB réel de 1,6 % contre 8,4 % en 2005.

Ces résultats proviennent, **du côté de l'offre**, principalement du secteur tertiaire avec une contribution à la croissance économique de 2,7 % dont 1,9 % pour les administrations publiques, en relation avec la poursuite de la mise en œuvre des actions retenues dans la stratégie de réduction de la pauvreté. Le secteur secondaire contribuerait à la croissance à hauteur 0,4 %, en liaison avec la bonne tenue des bâtiments et travaux publics et l'artisanat (0,4 point). En revanche, le secteur primaire obérerait la croissance de 1,7 point dont 2,4 points pour le secteur pétrolier qui amorcerait une baisse de la production en 2006.

Du côté de la demande, la plus forte contribution à la croissance proviendrait de la demande intérieure de 14,3 points dont 10,0 points pour les investissements bruts et 4,3 points pour la consommation. Quant à la demande extérieure nette, elle obérerait la croissance de 12,6 points, sous l'effet de la baisse des exportations des biens et services et de la hausse des importations des biens et services.

6.2 Prix

L'année 2006 connaîtrait une reprise de l'inflation qui atteindrait 8,1 %, en raison d'une forte demande occasionnée par l'entrée massive de fonds pétroliers.

6.3 Finances publiques

En 2006, les recettes budgétaires de l'Etat augmenteraient très sensiblement (104,9 %), passant de 289,7 milliards en 2005 à 593,5 milliards, soit 9,3 % du PIB et 17,0 % du PIB respectivement. Cette évolution s'expliquerait par la hausse des prix des matières premières (pétrole, coton, etc.) et le redressement fiscal sur les sociétés pétrolières.

Quant aux dépenses budgétaires, elles augmenteraient de 46,1 % pour s'établir à 630,1 milliards en 2006 contre 431,2 milliards une année plus tôt, et représenteraient respectivement 19,0 % et 13,9 % du PIB. Les augmentations de dépenses proviendraient particulièrement des dépenses courantes (67,2 %), avec des transferts et subventions qui auraient plus que triplé ; les dépenses d'investissement augmenteraient quant à elles de 25,6 %. Ces différentes hausses s'expliqueraient par l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers, mais aussi par l'ampleur des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

L'excédent du solde primaire et celui du solde budgétaire de base représenteraient 3,8 % et 3,3 % du PIB respectivement en 2006 contre 0,6 % et 0,2 % du PIB en 2005. Quant au solde budgétaire global, base engagements, hors dons, le déficit reviendrait à 36,7 milliards en 2006 (1,0 % du PIB) en 2006 contre 141,5 milliards (4,6 % du PIB) en 2005.

En y incorporant l'apurement d'arriérés extérieurs de 4,8 milliard, l'amortissement de la dette extérieure de 23,0 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 94,6 milliards, le besoin de financement de l'Etat s'élèverait à 159,1 milliards. La mobilisation du

financement extérieur comprenant 83,5 milliards au titre de dons, 74,6 milliards au titre d'emprunts et 1,0 milliards d'allègement de la dette extérieure permettrait de couvrir entièrement ce besoin.

6.4 Balance des paiements

Le déficit des transactions courantes hors dons, s'aggraverait de manière substantielle pour s'établir à 366,6 milliards (10,5 % du PIB) alors qu'il était à 57,9 milliards (1,9 % du PIB) à fin décembre 2005. Ce résultat découlerait de l'amélioration du solde de la balance commerciale en relation avec la bonne tenue des exportations des biens qui progresseraient de 13,7 %, passant de 1600,2 milliards à 1820,0 milliards en 2006. Le déficit de la balance des services se creuserait de 14,5 milliards pendant que celui de la balance des revenus augmenterait de 336,1 milliards. En revanche, le solde des transferts courants resterait excédentaire de 127,2 milliards.

Quant au solde du compte de capital et d'opérations financières, déficitaire de 155,5 milliards en 2005, il deviendrait excédentaire de 414,1 milliards en 2006.

Il en résulte une amélioration de l'excédent du solde de la balance des paiements, qui passerait de 23,5 milliards, équivalent à 0,8 % du PIB en 2005, à 200,2 milliards, soit 6,2 % du PIB en 2006. En y ajoutant l'allègement de la dette extérieure de 1,0 milliards, ce montant financerait la reconstitution des réserves officielles à concurrence de 196,4 milliards, et l'apurement d'arriérés extérieurs de 4,8 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une dégradation du ratio du service de la dette rapporté aux exportations qui passerait de 1,1 % en 2005 à 1,9 % en 2006. En revanche, les ratios du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires et de l'encours de la dette rapporté au PIB s'amélioreraient, revenant respectivement de 6,4 % et 27,6 % en 2005 à 6,0 % et 25,8 % en 2006.

6.5 Situation monétaire

En matière de monnaie, les informations disponibles indiqueraient un quasi quadruplement des avoirs extérieurs nets, passant de 78,9 milliards en 2005 à 265,7 milliards en 2006. Les crédits à l'économie augmenteraient de 5,3 %, se fixant à 136,5 milliards, alors que les créances nettes sur l'Etat diminuerait de 86,2 milliards en 2005 à 23,2 milliards en 2006. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 90,9 % contre 63,5 % en 2005.

La masse monétaire progresserait de 51,8 %, passant de 248,5 milliards à fin décembre 2005 à 377,3 milliards au 31 décembre 2006.

6.6 Perspectives pour 2007

L'activité économique connaîtrait une accalmie en 2007, avec un taux de croissance réelle nul. L'inflation se réduirait en 2007, atteignant un taux de 4,0 % toujours supérieur à la norme communautaire.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagement et hors dons se consoliderait.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons s'atténuerait à 8,4 % du PIB contre 10,5 % du PIB en 2006.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets de 101,0 %, un taux de couverture qui s'établirait à 95,0 %. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 10,0 %.

6.7 Situation sociale

La situation sociale au Tchad est marquée par une mise en œuvre timide de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), achevée et approuvée par les Conseils d'administration du

FMI et de la Banque mondiale en 2003. C'est de manière sectorielle que beaucoup d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté sont entreprises, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ainsi, de 56 % en 2003 l'on est passé à 61 % du réseau national permanent accessible en 2004. Le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a également été amélioré : de 2003 à septembre 2004, 415 ouvrages hydrauliques (400 pompes à motricité et 15 châteaux d'eau) ont été réalisés. Il faut noter que malgré l'arrivée des recettes pétrolières, les fonctionnaires ont connu des retards de salaires qui les ont amenés à se mettre en grève. Le gouvernement a modifié la loi sur la gestion des revenus pétroliers pour inclure dans les secteurs prioritaires la sécurité et le salaire des fonctionnaires, ce qui a conduit la Banque Mondiale à suspendre pendant un moment ses finances, avec un impact négatif sur la situation sociale.

ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES

Tableau 2 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation

(en variation annuelle)

	PIB				PRIX			
	2004	2005 Est.	2006 Prév.	2007 Prév.	2004	2005 Est.	2006 Prév.	2007 Prév.
Monde	5,3	4,9	5,1	4,9	-	-	-	-
Pays avancés	3,2	2,6	3,1	2,7	2,0	2,3	2,6	2,3
Etats-Unis	3,9	3,2	3,4	3,3	2,7	3,4	3,6	2,9
Japon	2,3	2,6	2,7	2,1	-	-0,6	0,3	0,7
Zone Euro	2,1	1,3	2,4	1,9	2,1	2,2	2,3	2,4
Autres pays	7,7	7,4	7,3	7,2	5,6	5,3	5,2	5,0
Afrique	5,5	5,4	5,4	5,9	8,0	8,5	9,9	10,6
Afr. Sub-saharienne	5,6	5,8	5,2	6,3	9,6	10,7	11,7	12,6
Afrique du Sud	4,5	4,9	4,2	4,0	1,4	3,4	4,6	5,7
Nigeria	6,0	6,9	5,2	6,4	15,0	17,9	9,4	8,0
Asie en développement	8,8	9,0	8,7	8,6	4,1	3,5	3,8	3,6
Chine	10,1	10,2	10,0	10,0	3,9	1,8	1,5	2,2
Amérique Latine	5,7	4,3	4,8	4,2	6,5	6,3	5,6	5,2
Argentine	9,0	9,2	8,0	6,0	4,4	9,6	12,3	11,4
Brésil	4,9	2,3	3,6	4,0	6,6	6,9	4,5	4,1
Chili	6,2	6,3	5,2	5,5	1,1	3,1	3,5	3,1
Mexique	4,2	3,0	4,0	3,5	4,7	4,0	3,5	3,0
Pays émergents d'Europe	6,5	5,4	5,3	5,0	6,1	4,8	5,3	4,6
Turquie	8,9	7,4	5,0	5,0	8,6	8,2	10,2	7,2
Communauté des Etats Indépendants	8,4	6,5	6,8	6,5	10,3	12,3	10,4	9,7
Russie	7,2	6,4	6,5	6,5	10,3	12,3	9,6	9,2
Moyen Orient	5,5	5,7	5,8	5,4	7,6	7,7	7,1	7,9
Arabie Saoudite	5,3	6,6	5,8	6,5	0,4	0,7	1,0	1,0

Source : FMI (World Economic Outlook, septembre 2006)

Tableau 3 : Evolution des prix des matières premières

Produits	Variations annuelles (en %)			Prix en dollars ou en cents		
	2005 Est.	2006 Prév.	2007 Prév.	2005 Est.	2006 Prév.	2007 Prév.
Café Robusta (c/lb)	43	12,5	-8,4	53,4	60,0	55,0
Cacao (\$/tonne)	-0,4	0,3	3,2	1545	1550	1600
Coton (c/lb)	-11,3	3,6	3,5	55	57	59
Huile d'arachide (\$/t)	-15,5	21,1	-	769	931	-
Huile de palme (\$/t)	-15	26,6	-	368	466	-
Bois en grumes (\$/m3)	2,5	12,9	0,9	202	228	230
Caoutchouc (\$/t)	15,2	47,1	-5,0	68	100	95
Pétrole (\$/baril)	39,4	20,9	-2,0	53,4	64,6	63,3

Source : FMI (World Economic Outlook, septembre 2006), Afristat (novembre 2006, pour l'huile d'arachide et l'huile de palme de 2006)

Tableau 4 : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	1,5	6,1	12,4	2,9	0,6
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	4,3	5,0	2,0	4,4	3,4
Sylviculture	-23,6	-0,6	10,3	-0,5	10,6
Industries extractives	4,6	8,8	26,1	2,0	-3,9
Secteur secondaire	29,7	2,3	7,3	4,3	5,6
Industries manufacturières	58,6	2,0	3,5	1,8	2,3
Bâtiments et Travaux Publics	-16,6	2,4	12,5	3,6	14,4
Autres	4,2	4,4	22,2	17,7	8,9
Secteur tertiaire	4,2	4,7	4,3	5,1	4,4
Services marchands	6,1	5,2	5,4	6,1	4,5
Services non marchands	-0,3	3,5	1,7	2,4	4,1
PIB au coût des facteurs	8,2	4,6	7,7	4,1	3,4
Droits et Taxes à l'importation	-28,9	1,0	-0,6	2,0	2,0
PIB aux prix constants du marché de 1992	4,1	4,3	7,1	4,0	3,3
PIB du secteur pétrolier	4,7	9,1	27,6	3,5	-3,0
PIB du secteur non pétrolier	4,0	3,7	4,0	4,1	4,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 bis : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	0,5	1,8	3,8	0,9	0,2
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,7	0,8	0,3	0,7	0,5
Sylviculture	-0,8	0,0	0,2	0,0	0,2
Industries extractives	0,5	1,1	3,3	0,3	-0,6
Secteur secondaire	5,1	0,5	1,5	0,9	1,2
Industries manufacturières	5,8	0,3	0,5	0,3	0,3
Bâtiments et Travaux Publics	-0,8	0,1	0,5	0,1	0,6
Autres	0,1	0,1	0,5	0,5	0,3
Secteur tertiaire	1,7	1,9	1,8	2,0	1,8
Services marchands	1,7	1,5	1,6	1,8	1,3
Services non marchands	0,0	0,4	0,2	0,3	0,5
PIB au coût des facteurs	7,3	4,3	7,1	3,9	3,1
Droits et Taxes à l'importation	-3,2	0,1	0,0	0,1	0,1
PIB aux prix constants du marché de 1992	4,1	4,3	7,1	4,0	3,3
PIB du secteur pétrolier	0,6	1,1	3,5	0,5	-0,5
PIB du secteur non pétrolier	3,5	3,2	3,5	3,5	3,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 ter : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Structure, en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	42,2	42,6	45,5	53,0	54,2
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	15,6	15,5	14,4	12,4	12,0
Sylviculture	1,5	1,5	1,4	1,2	1,3
Industries extractives	25,1	25,7	29,7	39,3	40,8
Secteur secondaire	15,3	15,2	14,6	12,9	12,8
Industries manufacturières	11,1	11,1	10,3	8,6	8,2
Bâtiments et Travaux Publics	2,6	2,5	2,6	2,2	2,4
Autres	1,6	1,6	1,7	2,0	2,2
Secteur tertiaire	36,4	36,4	34,5	29,7	28,7
Services marchands	28,5	28,5	27,3	23,6	22,8
Services non marchands	7,9	7,9	7,3	6,1	5,9
PIB au coût des facteurs	94,0	94,2	94,7	95,5	95,6
Droits et Taxes à l'importation	6,0	5,8	5,3	4,5	4,4
PIB aux prix courants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	25,1	25,8	30,0	39,9	41,7
PIB du secteur non pétrolier	74,9	74,2	70,0	60,1	58,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

Tableau 5 : CEMAC : Ressources et Emplois

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	4,1	4,3	7,1	4,0	3,3
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	5,7	4,4	5,5	7,2	9,6
Consommation	7,9	2,9	5,2	5,7	6,7
Publique (Etat)	5,9	-5,5	2,7	9,9	6,0
Privé	8,2	4,2	5,6	5,1	6,8
Investissements bruts	-0,3	8,9	6,3	11,3	17,4
Formation brute de capital fixe	0,1	9,1	6,1	11,3	17,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	0,5	-5,5	33,4	1,7	38,6
Privé (Entreprises et menages)	0,0	12,1	1,3	13,5	12,9
Secteur pétrolier	-25,7	42,6	1,7	28,8	24,9
Secteur non pétrolier	17,9	-1,3	1,1	3,8	3,4
Variations des stocks	-137,2	108,7	-63,0	83,3	-12,7
EXPORTATIONS NETTES	30,2	5,5	-13,9	55,9	75,1
Exportations de biens et services non facteurs	5,1	4,5	15,2	3,3	-3,6
Importations de biens et services non facteurs	10,5	4,8	7,8	14,0	18,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 7 bis : CEMAC : Ressources et Emplois

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	4,1	4,3	7,1	4,0	3,3
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	6,0	4,8	6,0	7,6	10,6
Consommation	6,1	2,3	4,2	4,4	5,3
Publique (Etat)	0,6	-0,6	0,3	0,9	0,6
Privée	5,5	3,0	3,9	3,5	4,7
Investissements bruts	-0,1	2,4	1,8	3,2	5,3
Formation brute de capital fixe	0,0	2,5	1,7	3,2	5,2
Publique (Etat et Ad.publiques)	0,0	-0,3	1,4	0,1	2,0
Privée (Entreprises et menages)	0,0	2,7	0,3	3,1	3,2
Secteur pétrolier	-2,5	2,9	0,2	2,6	2,8
Secteur non pétrolier	2,5	-0,2	0,2	0,5	0,5
Variations des stocks	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	-1,9	-0,4	1,1	-3,6	-7,3
Exportations de biens et services non facteurs	1,2	1,1	3,6	0,8	-0,9
Importations de biens et services non facteurs	-3,1	-1,5	-2,5	-4,5	-6,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 7 ter : CEMAC : Ressources et Emplois

(Structure du PIB, en pourcentage)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	96,9	95,4	88,4	81,3	80,9
Consommation	64,6	63,3	58,7	54,7	52,5
Publique (Etat)	9,1	8,1	7,8	7,0	6,9
Privée	55,6	55,1	50,9	47,7	45,6
Investissements bruts	32,2	32,1	29,6	26,5	28,4
Formation brute de capital fixe	32,3	31,7	29,3	26,2	28,4
Publique (Etat et Ad.publiques)	5,2	4,7	5,8	5,0	6,7
Privée (Entreprises et menages)	27,2	27,0	23,4	21,2	21,7
Secteur pétrolier	10,5	11,7	9,1	9,3	10,8
Secteur non pétrolier	16,7	15,3	14,4	11,9	10,9
Variations des stocks	-0,1	0,4	0,4	0,4	-0,1
EXPORTATIONS NETTES	3,1	4,6	11,6	18,7	19,1
Exportations de biens et services non facteurs	43,8	42,6	50,0	54,1	56,0
Importations de biens et services non facteurs	-40,7	-37,9	-38,3	-35,4	-36,9

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)

Etats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
CEMAC	3,0	1,3	0,6	2,9	5,2
Cameroun	2,8	0,6	0,3	1,9	4,8
République Centrafricaine	2,3	4,2	-2,1	2,9	6,6
Congo	3,8	-1,3	3,6	2,8	5,5
Gabon	0,2	2,3	0,4	-0,2	3,9
Guinée Equatoriale	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	5,2	-1,8	-5,3	7,9	8,1

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

7: CEMAC : Tableau des opérations financières des États
(En milliards de FCFA)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Recettes totales	3536,0	3688,7	4245,6	6030,4	8075,4
Recettes pétrolières	1737,5	1751,0	2287,6	3864,5	5689,7
Recettes non pétrolières	1798,6	1937,8	1957,9	2166,0	2385,8
Dépenses totales	3417,4	3180,4	3619,8	4078,8	5106,6
Dépenses courantes	2557,2	2363,9	2490,1	2875,9	3272,1
Salaires et traitements	838,9	887,4	923,0	920,9	971,2
Biens et services	672,6	539,6	588,9	780,9	911,4
Transferts et subventions	490,9	460,8	498,8	737,4	995,7
Intérêts	554,6	476,2	479,5	436,7	393,8
Dette extérieure	476,0	394,1	406,3	351,6	329,1
Dette intérieure	78,7	82,1	73,2	85,1	64,7
Dépenses en capital	860,2	816,5	1129,6	1202,9	1834,6
Sur ressources locales	626,0	564,9	808,8	969,8	1606,1
Sur ressources extérieures	234,2	251,6	320,8	233,1	228,5
Solde primaire (en milliards de FCFA)	907,6	1236,0	1426,0	2621,4	3591,1
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	5,4	7,1	7,4	10,9	13,1
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	352,9	759,9	946,6	2184,7	3197,3
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	2,1	4,3	4,9	9,0	11,7
Déficit global (base engagements hors dons)	118,7	508,3	625,8	1951,6	2968,8
Déficit global (base engagements hors dons) % du PIB	0,7	2,9	3,2	8,1	10,9
Déficit global (base engagements dons compris)	265,4	699,2	793,7	2133,7	5351,5
Variations des arriérés (baisse -)	-264,8	97,7	-1988,7	-207,6	-322,2
Intérieurs (principal et intérêts)	-131,3	-108,4	-82,3	-145,7	-287,2
Extérieurs (principal et intérêts)	-133,5	206,1	-1906,3	-62,0	-35,1
Déficit global (base trésorerie)	-146,1	606,0	-1362,9	1744,0	2646,6
Financement total	146,1	-606,0	1362,9	-1744,0	-2646,6
Extérieur	604,3	19,1	2073,2	-89,8	98,5
Dons	146,8	191,0	167,9	182,2	2382,7
Tirages	408,1	163,8	271,9	122,4	141,8
Amortissements de la dette extérieure	-829,5	-725,9	-778,7	-827,5	-2809,4
Allègements de la dette extérieure	879,0	390,2	2413,1	433,1	383,5
Autres	...	0,0	-1,0	0,0	0,0
Intérieur	-458,2	-625,1	-710,3	-1654,1	-2745,1
Système bancaire	-48,9	26,1	-355,5	-1125,5	-1173,7
Non bancaire	-409,3	-651,2	-354,9	-528,6	-1571,4
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 8 : CEMAC: Balance des paiements.
(en milliards de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	-1472,5	-1470,8	-811,8	305,2	587,7
Solde du compte courant (transf. publics inclus) % du PIB	-8,8	-8,4	-4,2	1,3	2,1
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	-1545,3	-1562,2	-905,1	151,5	414,8
Solde du compte courant (transf. publics exclus) % du PIB	2463,4	3173,2	5087,4	7766,0	8899,0
Solde du commerce extérieur	6336,0	6837,3	9041,9	12405,7	14575,0
Exportations, fob	-3872,6	-3664,2	-3954,5	-4639,8	-5676,0
Importations, fob	-1944,0	-2358,6	-2838,4	-3241,0	-3675,4
Balance des services	-2007,1	-2340,3	-3157,4	-4370,7	-4785,1
Balance des revenus	15,2	54,9	96,6	150,9	149,3
Solde des transferts courants	1041,5	907,3	735,7	512,9	842,9
Compte de capital et d'opérations financières	96,1	291,4	145,7	146,3	2298,5
Compte de capital	945,4	615,9	590,0	366,5	-1455,6
Compte financier	-69,1	-23,4	144,4	212,8	-63,3
Erreurs et omissions	-500,0	-586,9	68,3	1030,9	1367,3
Solde global	500,0	586,9	-68,3	-1030,9	-1367,3
Financement	-245,5	-9,4	-575,0	-1402,1	-1715,7
Variations des réserves off. (baisse +)	745,5	596,3	506,7	371,2	348,4
Financements exceptionnels	-133,5	206,1	-1906,3	-62,0	-35,1
Variations des arriérés ext. (baisse -)	879,0	390,2	2413,1	433,1	383,5
Réaménagements de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GAP résiduel	-1472,5	-1470,8	-811,8	305,2	587,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 9 : CEMAC : Situation monétaire.

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	854,8	821,5	1512,2	3067,5	4900,1
Avoirs intérieurs nets	1822,2	1890,1	1463,9	433,2	-730,7
Crédits intérieurs nets	2371,9	2479,6	2072,6	1115,2	38,5
Créances nettes sur l'Etat	780,1	824,3	448,9	-690,3	-1935,6
Crédits à l'économie	1591,7	1655,3	1623,7	1805,4	1974,2
Autres postes nets	-549,6	-589,5	-608,7	-682,0	-769,2
Masse monétaire	2614,9	2655,5	2921,7	3442,8	4110,6
Monnaie fiduciaire	815,1	769,0	851,5	964,5	1121,9
Dépôts à vue	953,6	932,6	1059,1	1340,1	1709,9
Dépôts à terme	846,2	953,9	1011,1	1138,3	1278,8
Allocations de DTS	62,1	56,2	54,3	57,9	58,8
	Variations annuelles, en pourcentage				
Avoirs extérieurs nets	7,4	-3,9	84,1	102,9	59,7
Crédit intérieur net	0,4	4,5	-16,4	-46,2	-96,5
Créances nettes sur l'Etat	-9,4	5,7	-45,5	-253,8	-180,4
Crédits à l'économie	6,0	4,0	-1,9	11,2	9,3
Masse monétaire (M2)	14,9	1,6	10,0	17,8	19,4

Source : BEAC, Etats

Tableau 10 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3682,8	3879,7	4413,5	6212,6	10458,1
RECETTES TOTALES (en milliards)	3536,0	3688,7	4245,6	6030,4	8075,4
Recettes pétrolières	1737,5	1751,0	2287,6	3864,5	5689,7
Recettes non pétrolières	1798,6	1937,8	1957,9	2166,0	2385,8
recettes fiscales	1656,3	1778,7	1792,9	1980,4	2173,4
recettes non fiscales	142,2	159,0	165,1	185,5	212,3
DONNS (en milliards)	146,8	191,0	167,9	182,2	2382,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3417,4	3180,4	3619,8	4078,8	5106,6
DEPENSES COURANTES	2557,2	2363,9	2490,1	2875,9	3272,1
dont salaires et traitements	838,9	887,4	923,0	920,9	971,2
intérêts de la dette publique	554,6	476,2	479,5	436,7	393,8
DEPENSES EN CAPITAL	860,2	816,5	1129,6	1202,9	1834,6
sur financement interne	626,0	564,9	808,8	969,8	1606,1
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	907,6	1236,0	1426,0	2621,4	3591,1
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	352,9	759,9	946,6	2184,7	3197,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	118,7	508,3	625,8	1951,6	2968,8
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-146,1	606,0	-1362,9	1744,0	2646,6
STOCK DETTE publique (en milliards)	13927,0	13593,4	12503,1	11646,5	8917,5
dette extérieure	12110,6	11849,9	10844,6	10204,7	7555,7
dette intérieure	1816,4	1743,5	1658,5	1441,8	1361,8
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	495,1	341,0	48,7	20,5	25,3
arriérés extérieurs	495,1	341,0	48,7	20,5	25,3
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,1	4,3	4,9	9,0	11,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,0	1,3	0,6	2,9	5,2
taux d'endettement public en % du PIB	83,5	77,5	64,6	48,2	32,6
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	495,1	341,0	48,7	20,5	25,3
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	66,6	64,9	73,8	86,6	94,7
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,4	7,1	7,4	10,9	13,1
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-8,6	1,4	0,3	0,0	0,2
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-9,3	-8,9	-4,7	0,6	1,5
taux de pression fiscale (en %)	20,4	20,1	21,1	24,2	28,8
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	0,7	2,9	3,2	8,1	10,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,9	3,5	-7,0	7,2	9,7
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	16674,5	17532,2	19364,8	24150,3	27336,3
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	12484,0	13005,9	13564,2	14517,9	15945,3
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	9579,4	9995,9	10703,2	11131,1	11495,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,1	4,3	7,1	4,0	3,3

Tableau 11 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1364,6	1406,1	1321,0	1583,1	4058,1
RECETTES TOTALES (en milliards)	1343,2	1363,3	1312,1	1572,2	1832,2
Recettes pétrolières	368,9	324,1	349,9	458,5	630,1
Recettes non pétrolières	974,3	1039,2	962,2	1113,7	1202,1
recettes fiscales	902,4	971,5	890,1	1020,0	1114,7
recettes non fiscales	71,9	67,7	72,1	93,7	87,4
DONNS (en milliards)	21,4	42,8	8,9	10,9	2225,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1094,6	1095,8	1140,0	1170,3	1349,9
DEPENSES COURANTES	941,3	930,5	955,7	998,9	1122,9
salaires et traitem ents	389,9	420,0	442,5	414,0	418,5
intérêts de la dette publique	196,9	195,5	158,9	129,8	126,2
DEPENSES EN CAPITAL	153,3	165,3	184,3	171,4	227,0
sur financement interne	125,0	124,7	124,7	143,9	187,2
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	473,8	503,6	390,6	559,2	648,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	276,9	308,1	231,7	429,4	522,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	248,6	267,5	172,1	401,9	482,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-368,3	258,2	181,1	365,5	309,4
STOCK DETTE publique (en milliards)	4951,6	4698,0	4534,6	4241,0	1989,1
dette extérieure	3869,5	3645,9	3512,5	3248,9	1027,0
dette intérieure	1082,1	1052,1	1022,1	992,1	962,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	3,7	3,9	2,8	4,9	5,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,8	0,6	0,3	1,9	4,8
taux d'endettement public en % du PIB	65,3	58,9	54,6	48,5	20,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	49,0	46,4	51,9	67,4	77,5
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,2	6,3	4,7	6,4	6,7
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1,8	4,0	-1,2	-0,3	0,1
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-4,3	-8,2	-7,2	-4,0	-1,9
taux de pression fiscale (en %)	16,8	16,2	14,9	16,9	18,1
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	3,3	3,4	2,1	4,6	5,0
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-4,9	3,2	2,2	4,2	3,2
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	7583,2	7975,6	8305,9	8752,6	9628,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	7246,0	7656,4	7972,8	8316,7	9060,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	5319,9	5543,2	5738,3	5875,3	6078,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,0	4,2	3,5	2,4	3,5

Tableau 12 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	106,0	63,7	78,5	88,0	146,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	78,5	53,7	55,8	58,6	73,3
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	78,5	53,7	55,8	58,6	73,3
recettes fiscales	64,9	45,3	48,2	51,9	63,8
recettes non fiscales	13,6	8,4	7,5	6,7	9,5
DONS (en milliards)	27,5	10,0	22,7	29,4	73,3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	114,6	85,5	93,7	122,7	113,1
DEPENSES COURANTES	68,6	66,0	75,5	84,4	76,9
salaires et traitements	33,1	34,5	38,9	39,2	37,2
intérêts de la dette publique	11,2	7,8	8,8	9,0	11,2
DEPENSES EN CAPITAL	46,0	19,5	18,2	38,3	36,2
sur financement interne	13,5	10,5	7,7	8,4	8,9
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	7,6	-15,0	-18,6	-25,2	-1,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-3,6	-22,8	-27,4	-34,2	-12,6
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-36,1	-31,8	-37,9	-64,1	-39,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-14,6	-1,3	-16,9	-37,2	-82,4
STOCK DETTE publique milliards)	707,4	725,3	728,9	594,3	550,6
dette extérieure	565,7	578,6	582,2	594,3	550,6
dette intérieure	141,7	146,7	146,7		
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	26,3	24,3	20,9	16,9	18,9
arriérés extérieurs	26,3	24,3	20,9	16,9	18,9
arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,5	-3,4	-4,0	-4,6	-1,5
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,3	4,2	-2,1	2,9	6,6
taux d'endettement public en % du PIB	99,7	107,0	105,9	79,2	67,9
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	26,3	24,3	20,9	16,9	18,9
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98,0	95,8	85,6	80,8	74,6
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	1,1	-2,2	-2,7	-3,4	-0,2
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,3	-0,1	1,5	0,1	-0,2
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-5,4	-4,8	-5,6	-8,2	-6,7
taux de pression fiscale (en %)	9,1	6,7	7,0	6,9	7,9
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-5,1	-4,7	-5,5	-8,5	-4,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-2,1	-0,2	-2,5	-5,0	-10,2
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	709,5	678,2	688,6	750,8	811,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	709,5	678,2	688,6	750,8	811,1
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	469,9	448,2	463,7	476,7	492,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,3	-4,6	3,5	2,8	3,3

Tableau 13 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	575,3	613,5	740,4	1300,5	1901,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	571,7	603,6	737,9	1268,0	1901,7
Recettes pétrolières	397,5	421,6	530,4	1047,6	1654,0
Recettes non pétrolières	174,2	182,0	207,6	220,4	247,8
recettes fiscales	168,2	177,3	200,0	212,2	237,3
recettes non fiscales	6,0	4,7	7,6	8,2	10,5
DONS (en milliards)	3,7	9,9	2,5	32,5	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	746,5	606,1	636,9	736,4	997,5
DEPENSES COURANTES	563,1	470,5	501,5	567,2	657,8
salaires et traitements	120,4	120,2	122,9	130,0	134,0
intérêts de la dette publique	176,7	117,8	147,0	150,0	121,1
DEPENSES EN CAPITAL	183,4	135,6	135,4	169,2	339,7
sur financement interne	159,7	111,8	122,4	152,9	339,7
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	25,6	139,1	261,1	697,9	1025,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-151,2	21,3	114,1	547,9	904,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-174,8	-2,5	101,1	531,6	904,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	24,6	122,3	-1515,9	461,9	827,6
STOCK DETTE Publique (en milliards)	5044,8	5062,7	4257,3	4014,9	3810,0
dette extérieure	4792,3	4810,2	4004,8	3762,4	3557,5
dette intérieure	272,5	252,5	252,5	252,5	252,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	211,3	171,2	6,9	3,6	6,3
arriérés extérieurs	211,3	171,2	6,9	3,6	6,3
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-7,2	1,0	5,0	17,4	23,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	-1,3	3,6	2,8	5,5
taux d'endettement public en % du PIB	239,7	245,7	185,4	127,7	99,8
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	211,3	171,2	6,9	3,6	6,3
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	19,6	16,4	29,3	71,7	87,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	1,2	6,8	11,4	22,2	26,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	6,0	14,4	15,3	10,6	9,0
taux de pression fiscale (en %)	26,9	29,1	31,8	40,1	49,5
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-8,3	-0,1	4,4	16,9	23,7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	1,2	5,9	-66,0	14,7	21,7
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	2104,9	2060,6	2296,6	3142,9	3817,3
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	978,5	1024,5	1091,6	1218,0	1361,8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	953,0	959,9	995,9	1073,2	1139,0
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,6	0,7	3,7	7,8	6,1

Tableau 14 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1020,1	1064,0	1141,8	1433,8	1550,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1018,2	1062,8	1139,7	1431,8	1550,9
Recettes pétrolières	608,7	583,9	628,2	906,8	1000,5
Recettes non pétrolières	409,5	478,9	511,5	525,0	550,4
recettes fiscales	383,0	451,0	471,9	494,3	534,8
recettes non fiscales	26,5	27,9	39,6	30,7	15,6
DONNS (en milliards)	1,9	1,2	2,1	2,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	948,9	806,4	850,1	1002,9	1061,0
DEPENSES COURANTES	745,7	675,4	693,7	842,9	861,0
salaires et traitements	220,6	229,0	226,3	227,8	251,6
intérêts de la dette publique	153,0	145,0	149,2	129,7	114,1
DEPENSES EN CAPITAL	203,2	131,0	156,3	160,0	200,0
sur financement interne	184,2	122,6	142,2	151,1	190,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	241,3	409,8	453,0	567,5	614,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	88,3	264,8	303,8	437,8	499,9
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	69,3	256,4	289,7	428,9	489,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	206,7	251,1	-107,5	355,1	467,3
STOCK DETTE publique (en milliards)	2331,6	2161,2	1980,6	1801,8	1552,7
dette extérieure	2052,4	1921,9	1781,3	1642,5	1433,4
dette intérieure	279,2	239,3	199,3	159,3	119,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	246,9	143,7	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	246,9	143,7	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,6	7,4	7,9	9,4	9,8
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,2	2,3	0,4	-0,2	3,9
taux d'endettement public en % du PIB	67,8	60,3	51,2	38,8	30,4
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	246,9	143,7	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	37,7	44,0	61,8	74,8	90,7
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,0	11,4	11,7	12,2	12,0
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	7,5	10,0	13,5	14,8	17,3
taux de pression fiscale (en %)	28,9	28,9	28,5	30,2	30,1
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	2,0	7,2	7,5	9,2	9,6
solde global, base caisse sur PIB (en %)	6,0	7,0	-2,8	7,6	9,2
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	3437,3	3585,5	3865,6	4642,3	5105,6
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2028,2	2077,4	2137,7	2273,9	2488,7
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1644,1	1687,8	1712,2	1763,9	1781,6
taux de croissance du PIB en volume (en %)	-0,3	2,7	1,4	3,0	1,0

Tableau 15 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	414,5	472,3	773,5	1410,2	2123,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	414,5	472,3	773,5	1410,2	2123,9
Recettes pétrolières	362,5	410,8	700,3	1307,5	1982,9
Recettes non pétrolières	52,0	61,5	73,2	102,6	141,0
recettes fiscales	39,3	45,4	56,5	58,9	79,9
recettes non fiscales	12,7	16,0	16,7	43,7	61,1
DONS (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	227,2	257,5	486,9	615,5	955,1
DEPENSES COURANTES	100,6	87,8	123,8	169,5	197,2
salaires et traitements	26,0	27,5	30,9	36,6	40,6
intérêts de la dette publique	3,9	2,7	4,4	7,8	3,9
DEPENSES EN CAPITAL	126,6	169,7	363,0	446,0	757,9
sur financement interne	126,6	169,5	362,3	444,6	757,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	317,8	387,2	654,1	1248,6	1930,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	187,2	215,0	287,4	796,2	1169,8
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	187,2	214,7	286,7	794,7	1168,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	185,5	170,0	273,1	740,5	1166,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	178,0	170,9	151,8	101,1	84,7
dette extérieure	178,0	170,9	151,8	101,1	84,7
dette intérieure					
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	12,9	13,0	11,6	21,2	26,1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
taux d'endettement public en % du PIB	12,2	10,4	6,1	2,7	1,9
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	99,1	100,0	100,2	100,2	100,2
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	21,9	23,5	26,5	33,2	43,1
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-14,3	-42,5	-26,8	-10,7	-4,6
taux de pression fiscale (en %)	27,6	27,6	30,6	36,4	46,1
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	12,9	13,0	11,6	21,2	26,1
solde global, base caisse sur PIB (en %)	12,8	10,3	11,1	19,7	26,0
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1454,3	1650,2	2471,7	3757,0	4477,4
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	180,2	214,1	257,3	305,7	395,4
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	492,9	563,7	748,2	814,1	858,6
taux de croissance du PIB en volume (en %)	20,4	14,4	32,7	8,8	5,5

Tableau 16 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	202,3	260,1	358,2	397,1	677,0
RECETTES TOTALES (en milliards)	110,0	133,1	226,5	289,7	593,5
Recettes pétrolières	0,0	10,6	78,8	144,0	422,2
Recettes non pétrolières	110,0	122,5	147,6	145,7	171,3
recettes fiscales	98,4	111,2	119,3	138,9	138,3
recettes non fiscales	11,6	11,3	28,4	6,8	33,0
DONNS (en milliards)	92,3	127,0	131,7	107,4	83,5
DEPENSES TOTALES (en milliards)	285,6	329,2	412,3	431,2	630,1
DEPENSES COURANTES	137,9	133,8	139,9	213,1	356,3
salaires et traitements	48,9	56,2	61,5	73,3	89,3
intérêts de la dette publique	12,8	7,3	11,1	10,4	17,4
DEPENSES EN CAPITAL	147,7	195,5	272,4	218,0	273,8
sur financement interne	16,9	25,8	49,6	68,9	123,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-31,9	-19,2	48,1	18,0	131,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-44,8	-26,5	37,0	7,7	113,8
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-175,6	-196,2	-185,8	-141,5	-36,7
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-180,0	-194,2	-176,8	-141,7	-41,5
STOCK DETTE publique (en milliards)	713,5	775,3	850,0	893,5	930,3
dette extérieure	652,6	722,4	812,1	855,6	902,4
dette intérieure	60,9	52,9	37,9	37,9	27,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
arriérés extérieurs	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-3,2	-1,7	2,1	0,2	3,3
taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,2	-1,8	-5,3	7,9	8,1
taux d'endettement public en % du PIB	51,5	49,0	48,9	28,8	26,6
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	84,5	73,2	71,4	63,5	90,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-2,3	-1,2	2,8	0,6	3,8
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-97,9	-52,3	-27,3	-1,9	-10,5
taux de pression fiscale (en %)	7,1	7,7	11,4	9,1	16,0
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-12,7	-12,4	-10,7	-4,6	-1,0
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-13,0	-12,3	-10,2	-4,6	-1,2
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1385,3	1582,1	1736,4	3104,6	3496,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1385,3	1355,3	1416,2	1652,7	1827,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	996,7	1139,0	1525,7	1653,4	1680,2
taux de croissance du PIB en volume (en %)	8,5	14,3	34,0	8,4	1,6

Tableau 17 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Secteur primaire	7 043,5	7 472,2	8 806,6	12 795,0	14 805,2
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 600,6	2 712,5	2 790,9	3 004,5	3 279,1
Sylviculture	255,7	262,2	270,3	297,4	360,7
Industries extractives	4 187,2	4 497,5	5 745,4	9 493,1	11 165,4
Secteur secondaire	2 553,5	2 662,0	2 835,2	3 113,8	3 494,6
Industries manufacturières	1 853,6	1 937,4	1 997,6	2 082,6	2 230,2
Bâtiments et Travaux Publics	428,9	446,6	504,3	542,1	659,8
Autres	271,0	278,0	333,2	489,1	604,5
Secteur tertiaire	6 074,9	6 378,2	6 688,2	7 160,8	7 834,1
Services marchands	4 750,6	4 995,8	5 279,3	5 687,6	6 230,3
Services non marchands	1 324,3	1 382,4	1 408,9	1 473,2	1 603,8
PIB au coût des facteurs	15 671,9	16 512,4	18 330,1	23 069,6	26 133,8
Droits et Taxes à l'importation	1 002,6	1 019,7	1 034,7	1 080,6	1 202,5
PIB aux prix courants du marché	16 674,5	17 532,2	19 364,8	24 150,3	27 336,3
PIB du secteur pétrolier	4 190,5	4 526,2	5 800,6	9 632,3	11 391,0
PIB du secteur non pétrolier	12 484,0	13 005,9	13 564,2	14 517,9	15 945,3
	Prix constants, aux prix de 1992				
Secteur primaire	2 883,9	3 059,6	3 440,1	3 540,9	3 561,3
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 510,8	1 587,0	1 618,7	1 689,7	1 746,7
Sylviculture	228,5	227,1	250,6	249,3	275,8
Industries extractives	1 144,6	1 245,5	1 570,8	1 602,0	1 538,9
Secteur secondaire	2 057,9	2 105,7	2 260,0	2 356,4	2 487,9
Industries manufacturières	1 449,0	1 477,8	1 529,8	1 557,2	1 593,2
Bâtiments et Travaux Publics	373,6	382,4	430,2	445,9	510,0
Autres	235,3	245,5	300,0	353,3	384,7
Secteur tertiaire	3 919,1	4 105,1	4 282,1	4 498,5	4 695,8
Services marchands	2 786,4	2 932,5	3 089,6	3 277,6	3 424,5
Services non marchands	1 132,7	1 172,6	1 192,5	1 220,9	1 271,3
PIB au coût des facteurs	8 860,8	9 270,4	9 982,2	10 395,8	10 745,0
Droits et Taxes à l'importation	718,6	725,5	721,0	735,3	750,3
PIB aux prix constants du marché de 1992	9 579,4	9 995,9	10 703,2	11 131,1	11 495,3
PIB du secteur pétrolier	1 176,9	1 283,6	1 638,1	1 696,1	1 644,5
PIB du secteur non pétrolier	8 402,5	8 712,4	9 065,1	9 435,0	9 850,7

Tableau 18 : CEMAC : Ressources et Emplois

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	16 155,1	16 717,6	17 115,8	19 625,2	22 112,8
	10 778,4	11 089,4	11 375,0	13 216,1	14 361,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	1 511,6	1 427,0	1 511,9	1 701,8	1 882,6
Consommation	9 266,9	9 662,4	9 863,1	11 514,3	12 478,5
Publique (Etat)	5 376,7	5 628,1	5 740,7	6 409,1	7 751,7
Privé	5 390,6	5 554,7	5 665,8	6 320,6	7 770,4
Investissements bruts	860,2	816,5	1 129,6	1 202,9	1 834,6
Formation brute de capital fixe	4 530,3	4 738,1	4 536,2	5 117,7	5 935,9
Publique (Etat et Ad.publiques)	1 748,2	2 054,5	1 754,6	2 251,0	2 963,4
Privé (Entreprises et menages)	2 782,1	2 683,7	2 781,6	2 866,7	2 972,5
Secteur pétrolier	-13,9	73,5	74,9	88,5	-18,7
Secteur non pétrolier	519,4	814,6	2 249,0	4 525,0	5 223,5
Variations des stocks	7 305,9	7 466,5	9 675,3	13 077,0	15 297,6
EXPORTATIONS NETTES	6 336,0	6 837,3	9 041,9	12 405,7	14 575,0
Exportations de biens et services non facteurs	4 661,9	5 022,6	7 110,9	10 171,6	12 011,2
Biens	1 674,1	1 814,7	1 931,0	2 234,2	2 563,8
Autres	969,9	629,2	633,4	671,3	722,6
Services non facteurs	-6 786,5	-6 651,9	-7 426,3	-8 552,0	-10 074,1
Importations de biens et services non facteurs	-3 872,6	-3 664,2	-3 954,5	-4 639,8	-5 676,0
Biens	-2 913,9	-2 987,8	-3 471,7	-3 912,2	-4 398,0
Services non facteurs	16 155,1	16 717,6	17 115,8	19 625,2	22 112,8
	Prix constants, aux prix de 1992				
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 579,4	9 995,9	10 703,2	11 131,1	11 495,3
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	10 345,5	10 803,9	11 398,8	12 215,5	13 394,0
Consommation	7 731,7	7 956,2	8 372,4	8 848,4	9 442,3
Publique (Etat)	1 053,3	994,9	1 022,1	1 123,0	1 190,4
Privé	6 678,5	6 961,3	7 350,3	7 725,4	8 251,9
Investissements bruts	2 613,8	2 847,7	3 026,3	3 367,1	3 951,8
Formation brute de capital fixe	2 616,7	2 853,7	3 028,6	3 371,2	3 955,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	452,0	427,2	570,0	579,8	803,7
Privé (Entreprises et menages)	2 164,7	2 426,6	2 458,5	2 791,4	3 151,6
Secteur pétrolier	660,6	942,3	958,2	1 234,7	1 542,2
Secteur non pétrolier	1 504,1	1 484,3	1 500,3	1 556,7	1 609,4
Variations des stocks	-2,9	-6,0	-2,2	-4,1	-3,6
EXPORTATIONS NETTES	-766,1	-807,9	-695,5	-1 084,5	-1 898,8
Exportations de biens et services non facteurs	2 266,3	2 369,2	2 729,7	2 818,9	2 718,7
Importations de biens et services non facteurs	-3 032,4	-3 177,1	-3 425,2	-3 903,4	-4 617,4